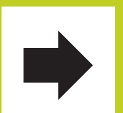
www.sortirdunucleaire.fr

n°27 | juillet 2005 | 3€

Sortir du nucléaire 

Actualités du nucléaire et de ses alternatives

Déchets nucléaires, ITER, EPR...

On nous promet un avenir radieux !

Réseau "Sortir du Nucléaire" | 9 rue Dumenge 69317 LYON cedex 04 | Tél : 04 78 28 29 22

Réseau Sortir du nucléaire

Editorial

Nucléaire, canicule, référendum et mobilisations

Sommaire

La canicule 2003 a été un sévère avertissement pour le système nucléaire français. Il fallait en tirer les enseignements : programmer la fin du nucléaire et investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Or EDF et le gouvernement ont décidé... la construction d'un réacteur nucléaire supplémentaire, l'EPR. Simultanément, ils prolongent jusqu'à 40, voire 50 ou 60 ans, la durée de vie d'installations nucléaires conçues pour 30 ans. Le tout dans un contexte de libéralisation et de plans de restrictions budgétaires dans les centrales.

Canicules, sécheresses... Le nucléaire n'empêche pas le réchauffement climatique - il suffit d'ouvrir les yeux... et de consulter le thermomètre. Au contraire, c'est bel et bien le réchauffement climatique qui s'attaque au nucléaire. Au moment où nous écrivons cet édito (mi juin), il est trop tôt pour connaître l'étendue exacte des difficultés, mais elles sont prévisibles :

- réacteurs nucléaires arrêtés car impossibles à refroidir (eau des rivières "trop chaude")
- risque sanitaire du fait des rejets chimiques et radioactifs massifs dans des rivières au niveau d'eau trop bas.
- importations massives d'électricité non-nucléaire, comme en 2003 ou l'hiver dernier.
- danger maximal avec le fonctionnement à flux tendu des 14 réacteurs nucléaires situés en bord de mer.

Cela nous amène au référendum sur la Constitution. En effet, que l'on ait voté oui ou non, il faut aujourd'hui se battre - ensemble - pour sauver l'environnement en Europe... et même au-delà. Il faut par exemple rejeter l'agriculture productiviste, la démultiplication des transports routiers et aériens. Et bien sûr... se débarrasser du nucléaire.

C'est utopique, certes, mais il y a des utopies qu'il faut transformer au plus vite en réalité, avant qu'il ne soit trop tard. Hélas, on nous annonce de nouveaux réacteurs nucléaires : un pour la fission (EPR), et un pour la fusion (ITER). Message subliminal : "Ne changeons rien au fonctionnement de la société, puisque "bientôt" nous aurons de l'énergie en quantité illimitée et sans déchets."
Hélas, des déchets nucléaires, nous en avons des quantités incroyables, et le pouvoir s'apprête à voter l'enfouissement profond des plus dangereux. Un véritable crime contre les générations futures.

La réponse est évidente, la mobilisation générale, avec deux échéances principales :

- le 24 septembre 2005, à Bar-le-Duc (près du site de déchets nucléaires de Bure) : manifestation nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires... et pour arrêter d'en produire.

- les 15 et 16 avril 2006 : manifestation nationale à Cherbourg, près de Flamanville (Manche), site choisi pour la construction du réacteur nucléaire EPR. Ce sera aussi les 20 ans de Tchernobyl : une raison supplémentaire de se mobiliser pour, au plus vite, sortir de l'âge du nucléaire.

C'est tout le monde du vivant, végétal, animal, humain, qui a besoin de nous. Agissons, il en est encore temps !

Stéphane Lhomme



Dernière minute !

Mardi 28 juin : Le site de Cadarache (Bouches-du-Rhône) a été choisi pour l'implentation du Réacteur ITER (réacteur expérimental de fusion thermonucléaire). Nous aborderons ce sujet dans notre prochain numéro.

Bilan de la
semaine nationale d'initiatives
"Sortir du nucléaire"

A l'occasion des 19 ans de Tchernobyl, pendant la dernière semaine d'avril 2005, 72 initiatives ont été organisées par des groupes locaux ou des militants du Réseau "Sortir du nucléaire" à travers toute la France avec d'importantes répercussions médiatiques dans les différentes presses locales et régionales.
De nombreuses gerbes de fleurs ont été déposées devant les mairies et préfectures pour rendre hommage à toutes celles et ceux qui sont morts, ou ont souffert et souffrent encore aujourd'hui de la catastrophe de Tchernobyl. De plus, la phrase "Le nucléaire tue l'avenir ; sortons-en !" a été présentée de multiples façons aux autorités, médias et populations afin de rappeler l'urgence de choix énergétiques plus sains. ■



Perpignan

Golfech

Un moment exceptionnel : une fresque géante pour les 19 ans de Tchernobyl



8000 personnes se sont réunies à Nantes en Bretagne le 23 avril 2005 pour former une fresque géante pour constituer physiquement le message suivant : "Le nucléaire tue l'avenir, sortons en !". ■

Campagne de blocage administratif d'EDF ça continue !

La campagne nationale de blocage administratif d'EDF contre le réacteur nucléaire EPR continue à prendre de l'ampleur : il est important que vous la poursuiviez activement en continuant à payer vos factures au moyen de plusieurs chèques. Une telle action doit s'inscrire dans la durée pour avoir les effets escomptés. Vous êtes actuellement plus de 4600 à nous avoir fait savoir que vous participez en nous renvoyant votre carte d'engagement, et de nouvelles personnes s'engagent tous les jours. Cependant, la participation réelle est probablement beaucoup plus importante (de nombreux participants ne nous l'ayant pas fait savoir !). EDF, quand elle prend la peine de répondre, se contente de vanter les mérites de l'EPR ! (cette réponse d'EDF est consultable sur notre site internet).



Action à Toulouse, avril 2005

L'immense majorité des personnes ayant adopté ce mode de paiement ne rencontrent aucune difficulté même si notre campagne a semé la pagaille dans quelques agences. Au niveau d'EDF, par contre, ces paiement fractionnés de plus en plus nombreux compliquent non seulement l'encaissement des chèques mais surtout, en comptabilité, le rapprochement bancaire qui doit être un vrai casse-tête.

Cette campagne innovante plait beaucoup et permet à de nombreuses personnes d'être informées et d'agir de façon originale. Nous avons atteint le nombre de 270 000 documents diffusés, ce qui, pour une campagne du Réseau "Sortir du nucléaire" est absolument sans précédent.

Des documents sont encore à votre disposition gratuitement, en petite quantité ou en quantité importante, sur simple demande par mail : contact@sortirdunucleaire.fr ou par téléphone au 04 78 28 29 22.

Texte à joindre au règlement de votre facture EDF

(également téléchargeable sur notre site internet : www.sortirdunucleaire.fr Voir : "Mode d'emploi + cartes")

Au centre de paiement EDF

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-joint plusieurs chèques de montants divers dont le total correspond au montant de ma facture d'électricité.
J'ai décidé d'agir ainsi, dans la durée, pour vous faire part de mon profond mécontentement concernant la décision de construire un réacteur nucléaire EPR. Ce projet est coûteux, dangereux et inutile. Avant de s'engager dans cette voie sans issue, EDF aurait bien fait de consulter ses usagers qui, d'après différents sondages, sont très majoritairement opposés à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires.
Il s'agit d'un enjeu crucial qui structurera durablement notre société avec le renouvellement de notre parc de centrales nucléaires. En mon nom et au nom des générations futures, je vous demande de renoncer à l'EPR.
Un vrai service public, au service du public, devrait avoir comme priorités les économies d'énergie et les énergies renouvelables, et non pas l'incitation à toujours plus de consommation d'électricité (chauffage électrique, climatisation, etc.)
Comptant sur votre réponse écrite, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sincères salutations.

Un million d'Européens demandent la sortie du nucléaire — Pétition

Continuez à faire signer la pétition jusqu'en avril 2006.

L'objectif est d'atteindre un million de signatures à travers toute l'Europe, dont 150 000 en France d'ici à avril 2006, pour le vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl.

A ce jour, nous en sommes à 110 000 signatures, il en manque donc encore 40 000 pour la France. Pensez à faire signer autour de vous ou à nous envoyer les signatures que vous auriez encore chez vous, même si toutes les cases n'ont pas été remplies. Cette pétition est téléchargeable sur notre site internet : www.sortirdunucleaire.fr.

Journées de réflexion

Réseau "Sortir du nucléaire" (Visions, stratégies, actions) les 2-3-4 août 2005 à BURE (Meuse)

Les Assemblées Générales annuelles du Réseau Sortir du nucléaire (qui se tiennent habituellement chaque année à la fin de janvier) étant particulièrement denses et se déroulant dans un temps très comprimé, nous avons senti le besoin, depuis quelques années, de nous retrouver en été dans une respiration plus ample qui permette des réflexions élargies et sereines - avec le luxe de moins se sentir la tête dans le guidon.
Contrairement à nos assemblées générales qui ne sont ouvertes qu'aux associations membres du Réseau, ces journées d'été sont ouvertes à toutes et à tous (individus ou associations).
Vous êtes donc invités pour ces quelques jours (2, 3 et 4 août 2005) à la maison de Bure Zone Libre (dans le village de Bure, dans la Meuse, tout près du pseudo-laboratoire d'enfouissement des déchets), à venir réfléchir avec nous aux éventuelles orientations du Réseau Sortir du nucléaire en termes de visions, stratégies et actions.
Quelques-uns des ateliers déjà prévus (si vous souhaitez animer un atelier spécifique, merci de nous le faire savoir) :

- Stratégies avec .... (à confirmer)
- Désobéissances civiles avec M. Guittenit et I. Guillaume
- Actions avec A. Larivière
- Place des artistes dans le Rézo SDN avec J-Y. Chetail et A. Larivière
- Théâtralisation des actions militantes avec J-Y. Chetail
- Liens entre adhérents individuels, groupes et Rézo national avec .....
- + Vos apports et impulsions (faites-nous savoir ce que vous aimeriez présenter comme atelier).

Concrètement :

- Votre participation sur trois jours est de loin préférable, mais si vous ne pouvez venir qu'un ou deux jours, vous serez de toute façon les bienvenus,
- Apporter sa tente (même si quelques places seront disponibles dans la maison).
- Etre prêt à donner un coup de main à la cuisine collective.
- Coûts minimaux pour couvrir les frais de nourriture.
- S'annoncer (pour prévoir l'intendance) auprès d'André Larivière.

Informations et inscriptions @

André Larivière
Neyrolles,
43440 Champagnac-le-Vieux
Tel : 04 71 76 36 40
ou 06 76 69 54 98
Fax : 04 71 76 35 30
andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr

Comment agir dans le Réseau "Sortir du nucléaire" en tant que particulier ?

- rejoignez un groupe membre du Réseau près de chez vous en participant à ses activités antinucléaires. La liste de tous les groupes est disponible sur notre site internet : www.sortirdunucleaire.fr
Vous pouvez également la demander par courrier en joignant 3 timbres à 0,53 €

- créez votre propre groupe local "Sortir du nucléaire". Une feuille d'information est disponible sur simple demande par mail : andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr
ou par téléphone au 04 78 28 29 22

- même seul ou avec quelques connaissances, organisez un stand à l'occasion d'un salon, fête, foire ... Nous vous fournirons tout le matériel nécessaire en dépôt. Renseignements :
maloin@sortirdunucleaire.fr ou téléphonez au 04 78 28 29 22 (demander Maloin).

La vie et les actions des groupes locaux : Que se passe-t-il près de chez vous ?

Dans notre revue, qui paraît environ tous les trois mois, il est difficile d'annoncer tous les événements locaux et activités des 711 associations du Réseau "Sortir du nucléaire". Les moments forts sont annoncés sur notre site internet (www.sortirdunucleaire.fr) dans la rubrique "Agenda des actions". D'autre part, dans les prochains mois, un site internet sera spécifiquement dédié à la vie des groupes locaux, dans lequel chacun pourra se faire connaître et annoncer tous ses événements locaux. Des informations vous parviendront ultérieurement à ce sujet.

Fonds de solidarité

Depuis sa création en 2003, le fonds de solidarité "Sortir du nucléaire" a permis de financer dix projets.
En 2005, les deux derniers en date sont :

- Un soutien de 1500 € à un projet mené en Inde par la Fondation SACCER suite à la catastrophe du Tsunami : formation professionnelle gratuite pour des femmes pauvres du Tamil Nadu (en bord de mer) destinée à leur permettre d'acquérir une autonomie financière.

- Un soutien de 1500 € à la Criirad pour la création au Bélarus d'un laboratoire indépendant, destiné à poursuivre les recherches sur les conséquences, sur la santé des populations locales de la catastrophe de Tchernobyl. Ce laboratoire sera dirigé par le Professeur Bandajevsky (médecin et chercheur), dont la libération devrait intervenir début 2007 au plus tard, et par son épouse, le docteur Galina Bandazhevskaya, médecin pédiatre et cardiologue.

Merci pour votre générosité, qui permettra de financer de nouveaux projets. Envoyez vos dons à :
Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04.
Chèques à l'ordre de "Sortir du nucléaire"
Mention à indiquer au verso du chèque : "Fonds de solidarité".
Vous pouvez aussi nous signaler un projet à soutenir en nous envoyant un mail à : contact@sortirdunucleaire.fr

EPR à Flamanville

Haro sur les couloirs de lignes !

La décision de construire à Flamanville, dans la Manche, en Normandie, le réacteur nucléaire EPR n'a pas entamé la détermination du "Collectif anti-EPR". Une "caravane d'information" a sillonné la Manche et le Calvados pour dénoncer le futur couloir de lignes à très haute tension qui les traversera.

En ce mardi 3 mai, jour de marché, à Villedieu-les-Poêles, la foule envahit le centre ville où elle crée une animation de bon aloi. De leurs étals, qui ne permettent de livrer passage qu'aux piétons tant ils forment une masse compacte dans les rues et les places, les commerçants interpellent avec entrain les curieux et les passants. Au milieu de cette sympathique agitation, un groupe installé au pied de la mairie détonne quelque peu et suscite chez les Sourdins une certaine curiosité, teintée selon le cas d'amusement ou d'agacement.



Assemblés au bas d'une portion de pylône électrique EDF, amenée sur place, des militants du collectif "L'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici" distribuent des tracts. De quoi s'agit-il ?

D'un appel à s'opposer au futur couloir de lignes à très haute tension (400 000 volts) qui doit évacuer le courant produit grâce au réacteur nucléaire de nouvelle génération prévu pour être implanté à Flamanville.

Casquette visée sur le crâne, yeux bleus malicieux, Didier Anger, animateur du Collectif fort de 26 associations et bête noire du lobby nucléaire, s'est pour l'occasion transformé en homme-sandwich au profit de cette cause. Depuis le matin, en compagnie notamment de François Dufour, porte-parole régional de la Confédération paysanne et vice-président national d'ATTAC, il participe à la "caravane d'information" du collectif, dont le trajet figure le tracé probable du fameux couloir de lignes.

Appuyer là où ça fait mal

C'est pourquoi ce cortège anti-nucléaire a choisi comme point de départ la commune de L'Etang-Bertrand, non loin de Bricquebec, et plus précisément le poste de transformation EDF de Menuel, où arrive le courant produit par la centrale nucléaire de Flamanville.

(...)

Dans la cité sourdine, comme à chacune des étapes de la caravane, les porte-parole du Collectif ont exprimé leur ferme résolution de tout faire pour contrer le projet d'EPR en appuyant surtout, pour des raisons d'efficacité, "là où ça fait mal" : les couloirs de lignes. "Pour nous, la décision n'est pas définitive. Aucun des travaux ne pourra commencer à Flamanville avant 2007, année électorale cruciale, à cause du temps nécessaire pour mener à bien ces procédures administratives, en particulier l'enquête administrative qui devrait avoir lieu au printemps 2006", explique Didier Anger. D'ici là, le collectif entend bien contester devant les tribunaux compétents le fait que le débat public sur l'EPR n'ait lieu qu'à l'automne prochain, c'est-à-dire bien après la décision de construire cet équipement à Flamanville. "La loi qui a créé la commission nationale du débat public stipule que celui-ci doit servir à rendre la controverse publique avant toute décision", observe Didier Anger.

Sur le fond, le collectif met en doute l'utilité de l'EPR dans la mesure où "aujourd'hui, EDF exporte, à perte, de 10 à 15 % de sa production d'électricité". Quant aux couloirs de lignes, l'ancien élu des Verts et François Dufour écartent d'emblée l'argument des retombées financières qui en résulteraient, puisqu'elles profiteraient surtout au département de la Manche, "moins aux communes qu'elles traverseraient, et pas vraiment à ceux qui en subiraient les nuisances, notamment visuelles et sous forme d'effets électromagnétiques indésirables".

A ce propos, les membres du collectif évoquent essentiellement des conséquences sanitaires : troubles du système nerveux et de la composition sanguine sur les animaux et les personnes vivant au dessous ou à proximité.

Et de demander avec force la création d'une ferme expérimentale pour étudier ces effets sur la santé en grandeur nature. "Jusqu'à présent, aucune étude sérieuse n'a été réalisée sur ce sujet. Tout ce qu'on m'a montré, c'est une expérience sur une souris dans une cage !" grince François Dufour.

Mais avant que tout cela ne soit tiré au clair, les membres du collectif s'apprêtent à opposer une résistance farouche à l'implantation de ces couloirs de lignes. "Nous avons des moyens juridiques et des possibilités d'action sur le terrain : on ne peut pénétrer dans les champs clos sans déclaration d'utilité publique, sans présentation à l'avance et plan parcellaire".

De quoi préparer des lendemains qui ne chantent pas à RTE (Réseaux de Transport d'Electricité), maître d'ouvrage du futur couloir de lignes...

Fabrice Constensoux ■

article paru dans
La Manche Libre - 13 mai 2005

Retard en vue pour l'EPR français

Faisabilité technique à démontrer, capacités de production insuffisantes : pour Areva, les obstacles industriels s'accumulent pour construire l'EPR de Flammanville d'ici à 2012 comme prévu.

Question de crédibilité pour le numéro 1 mondial du nucléaire. A ses interlocuteurs, Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva, affirme qu'elle fera tout pour que la cuve de l'EPR de Flamanville- 3 – et notamment sa partie supérieure, la virole porte-tubulure, la pièce maîtresse qui nécessite la fonte et le travail d'un lingot creux d'acier faiblement allié de 420 à 430 tonnes – soit fabriquée dans l'ex-«sanctuaire industriel du nucléaire français», dans le bassin du Creusot/Chalon-sur-Saône. Il ne peut en être autrement.
Areva, qui n'a déjà pas pu assurer la production de la première commande EPR destinée au finlandais TVO et a dû la sous-traiter au Japon, doit pouvoir réussir à maîtriser parfaitement l'élaboration de cette énorme virole. Une condition indispensable si le groupe veut vendre demain, à la Chine ou aux Etats-Unis, le seul réacteur de troisième génération aujourd'hui sur le marché. Un défi et une course de vitesse difficiles pour pouvoir surmonter cette «situation stratégique handicapante».

Quatre ans de recherche

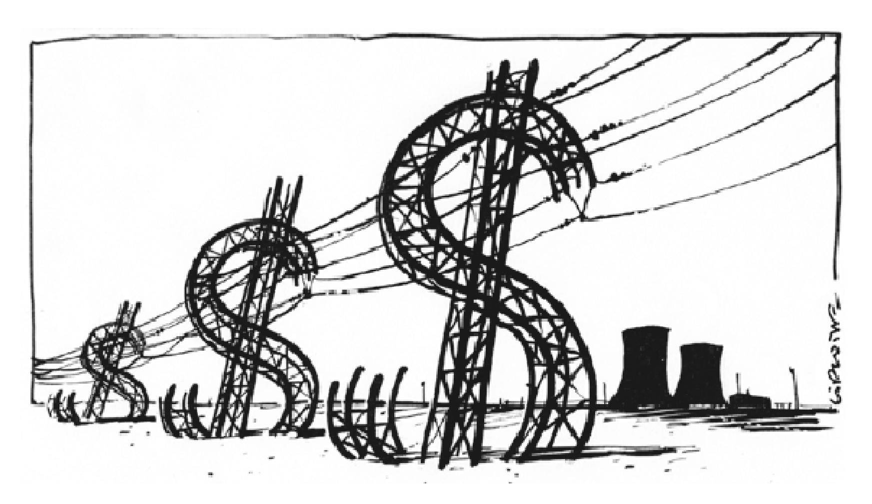
Résultat : le planning du premier EPR français est, à ce stade, bel et bien décalé de plusieurs années. La fabrication des pièces de la partie supérieure de la cuve, la plus complexe de l'îlot nucléaire, devrait être lancée dans deux ans pour que le réacteur puisse être mis en service, comme le souhaite EDF, en 2012. Elle ne le sera pas. De même pour les générateurs de vapeur dont quatre pièces de la virole sur huit demanderont encore deux ans d'études.
(...)

Parer au plus pressé

Faute de commandes nouvelles, la métallurgie nucléaire a perdu de sa superbe en France ces quinze dernières années, et surtout compromis son indépendance. La cuve de Civaux-2, le dernier réacteur d'EDF mis en service près de Poitiers fin 1999, a été coulée et forgée au début des années 1990. Ces heures fastes ne sont plus qu'un lointain souvenir. De surcroît, la partie supérieure de la cuve de l'EPR est très différente de celle de la génération précédente (palier N4), qui supposait la réalisation d'un lingot creux de 190 tonnes, une partie supérieure de la cuve en deux pièces et une tubulure posée et soudée sur des orifices creusés dans la virole.
(...)
Manifestement, les concepteurs du projet EPR – les Allemands de Siemens et les Français réunis au sein de Framatome ANP – ne se sont pas attardés sur les questions de faisabilité industrielle.
(...)
Conséquence: il faut aujourd'hui parer au plus pressé. L'ingénierie d'Areva est en surchauffe (trois ans et demi de commandes signées) en raison des deux grands chantiers finlandais et français, mais aussi des importantes commandes françaises et américaines en particulier (seize couvercles de cuves, vingt et un générateurs de vapeur et trois pressuriseurs). Du fait des pyramides d'âge ou de l'arrêt du programme nucléaire allemand depuis six ans, nombre d'ingénieurs et de chercheurs, des deux côtés du Rhin, sont partis vers d'autres horizons professionnels ou en préretraite.

Un pôle de compétitivité

L'autre défi est économique et passe par le projet de pôle de compétitivité PNB (Pôle Nucléaire Bourgogne) : lancer la fabrication de la totalité d'une cuve pour un ou deux réacteurs n'est plus rentable après plusieurs années de sous-activité des sites bourguignons spécialisés depuis toujours dans les composants lourds. Areva et ses partenaires souhaiteraient des engagements à long terme d'EDF, au-delà de l'actuelle tête de série. Combien d'EPR suivront Flamanville et à quelle échéance? Aucun engagement irrévocable n'a été pris ni par l'Etat, ni par EDF, devenue société anonyme et déjà soucieuse de l'impact de ses décisions sur son entrée en Bourse, en principe toujours prévue avant la fin de cette année.



Via ce projet, les industriels impliqués dans l'aventure du «réacteur du XXIe siècle» vendent aux pouvoirs publics l'idée qu'il faut, dès maintenant, s'équiper pour construire cinquante EPR. En France, bien sûr, mais aussi en Chine, en Inde, au Pakistan, en Corée du Sud ou en Suède. Soit, en moyenne, quatre EPR par an. D'où l'obligation de rassembler, au plus vite, pour pouvoir «fabriquer les composants lourds du circuit primaire», 157 millions d'euros de crédit, dont 140 millions pour des investissements industriels (cuve et générateurs de vapeur) et 17 millions pour la Recherche et Développement et la formation. ■

Extraits de L'Usine nouvelle Jeudi 26 mai 2005

Collectif régional L'EPR, Non merci, Ni ailleurs, ni ici !

Rejoignez et soutenez les opposants locaux à l'EPR et aux lignes THT

▶ **A noter dès maintenant sur vos agendas : Manifestation nationale contre l'EPR près de Flamanville, les 15 et 16 avril 2006 à Cherbourg en Basse-Normandie.**

▶ **Soutenez l'action locale du Collectif "L'EPR, non merci - Ni ailleurs, ni ici" en envoyant votre soutien financier et en commandant des autocollants "EPR nucléaire, non merci"** ***Prix par 10 autocollants (pas d'envoi d'autocollant à l'unité) : 12 €, port compris. Chèque à l'ordre de "CRILAN - mention EPR".***

Collectif "L'EPR, non merci - Ni ailleurs, ni ici" - Crilan
10, route d'Etang Val
50340 LES PIEUX
didier.anger@crilan.org

Les arbres du refus

En Quercy Blanc, une bataille exemplaire anti-THT de douze années.

Douze années de lutte ont été nécessaires pour aboutir, en mars 2003, à l'abandon par EDF-RTE du projet de ligne électrique aérienne à Très Haute Tension (THT de 225 000 volts) à travers le Quercy Blanc, près de Cahors (Lot).

Les membres de Quercy Blanc Environnement, l'association qui a mené ce combat difficile, ont dû faire preuve d'une détermination considérable et déployer mille trésors d'intelligence face à la puissante EDF bardée de morgue et suffisance, résolue à imposer dès 1990 ses 52 kilomètres de câbles soutenus par 115 pylônes (35 à 60 m de hauteur) que d'aucuns avaient déjà baptisé « la balafre du Quercy Blanc».

115e arbre contre les lignes THT

Carapaçonnée dans une logique rigide purement «technico-comptable», EDF n'a pas senti venir les vents du changement surgis dans l'opinion publique au seuil du 21e siècle, exigences nouvelles en matière d'écologie, protection de l'environnement, paysages et patrimoine, santé publique, intérêt pour les énergies renouvelables...

Elle a très largement sous-estimé la capacité des citoyens et des associations à analyser un dossier réputé difficile, à en déceler les omissions ou les mensonges, à rechercher et proposer des solutions alternatives avec bon sens (il vaut mieux entretenir les lignes anciennes que d'en créer de nouvelles par exemple) ou l'aide de spécialistes indépendants (l'INESTENE par exemple, pour rechercher les gisements d'économie d'électricité dans le Lot).

Malgré l'appui d'un ministère de poids, celui de l'Industrie (pro-THT tous gouvernements confondus), les stratèges d'EDF n'avaient pas imaginé l'entrée en lice d'un adversaire de taille : la démocratie de proximité et ses élus petits, moyens ou grands interpellés, mobilisés en nombre, rassemblés, toutes couleurs mêlées, grace aux initiatives répétées de Quercy Blanc Environnement.

Une de celles-ci fut la plantation en 2002, de 115 «arbres du refus», véritable barrière végétale symbolique en lieu et place des 115 pylônes projetés.

Les multiples contradictions du discours «pro-THT» n'ont fait qu'attiser les braises.

Alors qu'EDF affirmait (au début) qu'enfouir une ligne THT était «impossible» puis que ça coûtait «12 fois plus cher», une contre-étude obligeait finalement EDF à admettre (à la fin) : «2 à 3 fois plus cher» !

Le coup de grâce du «crédo tout aérien» s'est produit en 1999 quand une tempête anéantissait en une nuit des milliers de pylônes - on s'en souvient encore - et provoquait en France un «trou noir» électrique sans précédent.

Autre sommet de mauvaise foi : alors qu'en 1990 EDF alertait sur les risques encourus d'une saturation du réseau électrique lotois à court terme (avec risques de pannes gravissimes), l'entreprise amplifiait sa campagne de publicité en faveur du chauffage électrique dans la région !

Le compromis établi en 2003 annule le projet de ligne THT en Quercy Blanc

Il engage RTE à reconstruire à même hauteur une ligne HT (63 kV) déjà existante avec rectification de l'ancienne trajectoire et enfouissement sur 18 kilomètres ! En outre, sur le plan départemental, un collectif de pilotage de la Maîtrise de la Demande d'Electricité (MDE) est mis en place.

Consciente que «les choses ne vont pas de soi» car beaucoup de pesanteurs restent à vaincre, l'association Quercy Blanc Environnement entend y prendre toute sa part.

C'est ainsi que le 29 mars dernier, 900 lampes basse consommation ont été offertes à chaque électeur, le jour du référendum, à Montcuq (Lot). De quoi générer des économies d'énergie, engendrer de nouvelles prises de conscience... Comme disait René Dumont : «Penser globalement, agir localement» !

Charles Farreny ■

Charles Farreny
Président de Quercy Blanc Environnement

http://membres.lycos.fr/quercyblanc

La face cachée

du Centre Européen pour la Recherche Nucléaire

Pierre Allemann fut, durant 15 ans, un travailleur loyal et appliqué, au Centre Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN), situé près de Genève sur la frontière franco-suisse. Il y a laissé sa santé et ses illusions.

Je garderais bien pour moi cette amertume, mais la santé et le bonheur de trop de gens sont en jeu. Il faut donc que l'on sache ce que j'ai mis trop longtemps à comprendre. Ce qui me vaut d'être invalide depuis l'âge de 48 ans, avec un cancer, plus qu'un poumon et deux enfants à élever. Sans parler des gens du Pays de Gex (Ain), qui me considèrent comme un pestiféré et qui changent de trottoir en me voyant. Ou alors qui menacent de me casser la gueule si je ne la ferme pas, parce que tomber malade à cause du CERN, ça ne se dit pas.

Licenciement abrupt dès la découverte de ma maladie

Malgré mon licenciement abrupt dès la découverte de ma maladie, malgré tout ce que j'ai enduré depuis dix ans que je l'ai quitté, j'ai aimé mon travail et vécu quelques belles années. Rendez-vous compte : simple garçon de café devenu "agent de radioprotection", sans avoir effectué le moindre stage de formation. J'ai réceptionné des centaines de tonnes de déchets radioactifs, je les triais, selon leur niveau de radioactivité, je les sciais, les découpais au chalumeau et les stockais. Tout ça sans aucun équipement particulier.
Merci à mes supérieurs, M. Tuyn, physicien, et M. Lambert, technicien en radioprotection, en qui j'avais toute confiance. Ils me fichaient une paix royale : en quelques minutes, chaque matin, le travail de la journée était défini. Puis ils disparaissaient. Eux aussi me faisaient entière confiance puisqu'ils me confièrent bientôt un aide dont j'étais responsable, M. Lagarde.
Je ne m'inquiétais pas pour ma santé, puisqu'on m'avait expliqué que les poils du nez filtraient les particules radioactives qu'on éliminait en se mouchant et en crachant.
Le travail, ça donne soif. Heureusement, près de mon atelier il y avait un robinet où, durant quinze ans, j'ai bu sans le savoir l'eau polluée des tours de refroidissement. "De l'eau potable pour une seule personne ? Ça coûte trop cher !"

Dans les années 83-84, le groupe Radioprotection n'avait plus d'argent. J'ai préparé 40 tonnes d'aluminium de récupération qui ont été vendues à la Suisse. Comme elles atteignaient 10 microsieverts par heure, M. Lambert à dû débrancher le portique de détection de radioactivité pour que le camion puisse se rendre en Suisse. Ni vu, ni connu.
Des centaines de tonnes de déchets (béton, fer et autres) radioactifs à forte dose (20 à 30 mSv/H et plus) ont été mis en terre sous mes yeux, sur le site du CERN. Mais le chef m'avait bien recommandé : "Chut, Pierrot. PAS UN MOT ! "

Chut, surtout pas un mot !

Le Rhône a lui aussi reçu sa dose de radioactivité, notamment dans les années 85-86. Durant plus d'un mois, des milliers de plaques d'uranium appauvri utilisées lors d'expériences par M. Rubbia ont été dégraissées à la machine à laver la vaisselle. L'eau était récupérée dans des citernes. Et comme il fallait bien vider les citernes pour pouvoir continuer à les remplir, les ordres disaient que les jours de pluie, je devais ouvrir les robinets pour que l'eau contaminée puisse s'écouler et se mélanger à l'eau de pluie par les égouts. Les résidus du fond des citernes ont été nettoyés au jet... Je pourrais remplir un livre avec ce genre d'histoires.
Mais ce qui devait arriver arriva : avec les radiations, l'inhalation de gaz radioactifs et d'aérosols, j'ai été "constamment exposé" à de multiples contaminations radioactives et chimiques, ainsi qu'à l'amiante, selon le médecin du Travail des entreprises extérieures au CERN. J'ai oublié de dire que, pour ce genre de travaux, le CERN fait appel à des entreprises extérieures qui fournissent des intérimaires. La chair à neutron, comme on nous appelle ici. Mon employeur, durant ces quinze ans, c'était METAREG, qui a aujourd'hui disparu. Les procès ont tourné court. Se retourner contre le CERN ? "Un trop gros morceau", m'a dit le Juge Lambert. Il sait, lui :
Le CERN est une installation nucléaire de base. Ça veut dire que tout ce qui s'y passe de dangereux et qui pourrait effrayer le bon peuple est secret, ou secret défense.
Voilà pourquoi le CERN préfère vous parler boson, web et particules, plutôt que radioactivité, radiations, cancers.
Et ce qu'il y a de terrible, avec la radioactivité, c'est qu'elle ne se voit pas, ne se sent pas, et que la maladie n'apparaîtra que 10, 15 ou 20 ans plus tard. Ce qui est contaminé l'est pour des siècles ou des millénaires. Rien ne peut nous en protéger, et ce n'est pas les pastilles d'iode qui changeront grand chose.
Enfin, j'ai pu quitter cette région pour le Sud-Ouest. Je suis toujours en vie, que vouloir de plus ? Beaucoup de mes copains sont morts pour le CERN, du cancer ! Jacques Gambet, Claude Passerieux, René Urssela, Jacquemot, Dufour, Merveille... D'autres sont malades. Certaines familles se battent, d'autres se taisent, résignées.
Les festivités du CERN avaient un arrière-goût de deuil dans beaucoup de familles du pays de Gex, à cause de la face cachée du CERN. Le restera-t-elle encore longtemps ?
Vous, au moins, vous avez appris quelque chose. Moi, j'ai fait mon devoir.

Pierre Allemann

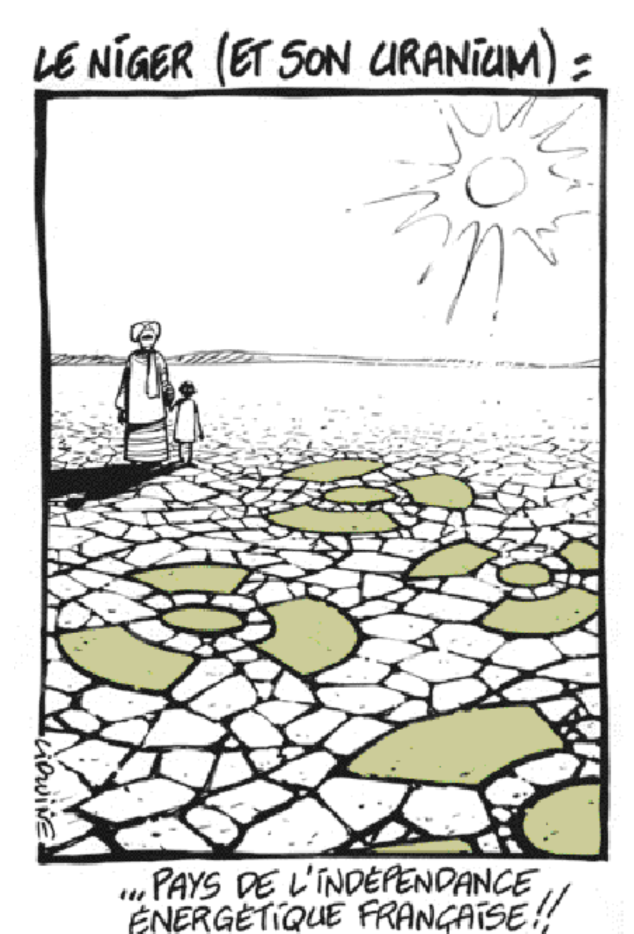
Renseignements et soutiens @

Pierre Allemann
Impasse des Mimosas
34450 VIAS
Tél. 04 67 26 15 48

Niger : la malédiction d'Arlit

Depuis 1968 et l'ouverture de la première mine, l'uranium est ici au coeur de tout. Mais s'il a longtemps fait la prospérité de la région, l'image qu'en ont les habitants a évolué. Et l'admiration qu'ils vouaient naguère aux sociétés minières Somaïr et Cominak, filiales d'Areva, le grand groupe nucléaire français, a cédé la place à une angoisse diffuse, liée à la radioactivité.

Beaucoup de problèmes de santé.



A en croire la population, les maladies se multiplieraient. "Il y a beaucoup plus de conjonctivites qu'avant", affirme un notable, Mohammed Aoutchiki. "Toute la population est irradiée", insiste Ibrahim Maiga, dans le quartier où des dizaines d'ateliers fabriquent des marmites et des bidons avec les ferrailles récupérées des mines. Quant à l'imam de la grande mosquée, Mohammed Malam Salah, il confie ne plus boire l'eau de la ville car elle ferait gonfler son ventre et sa peau. Il préfère ramener des bidons d'Agadez, à 250 km, ou acheter des bouteilles. "Il y a beaucoup de problèmes de santé ici, parce qu'on est près de l'usine d'uranium", assure-t-il.

En fait, il serait étonnant que la morbidité soit pire à Arlit que dans le reste du Niger, un des pays les plus pauvres du monde, où un système de santé dénué de moyens peine à répondre aux besoins d'une population misérable (12,7 millions d'habitants). Même si les sociétés minières ont installé deux hôpitaux, bien entretenus et équipés, qui attirent les patients d'Agadez, voire de Tahoua, la ville est gagnée par le doute.

Tout a commencé grâce ou à cause d'un homme de 48 ans. Calme et précis, Almoustapha Alhacen est né dans un village touareg, dans le massif montagneux de l'Aïr, au sud d'Arlit. Il a connu le lent cheminement des caravanes à travers le désert, avant d'entrer à la Cominak, en 1978. Seize ans plus tard, à la suite d'une tuberculose, il est affecté au service de radioprotection de la Somaïr, afin de ne plus être exposé à la poussière. Là, Almoustapha Alhacen commence à s'intéresser à la radioactivité. Il soupçonne les maladies, dont il entend parler, d'être liées à ce phénomène. En 2000, il décide de créer une association destinée à sensibiliser la population : Aghir In'Man, "bouclier de l'âme" en langue touarègue.

Un jour, M. Alhacen tombe sur l'adresse de la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), une association de contre-expertise basée en France. Les échanges durent plusieurs mois et aboutissent à la venue au Niger, en 2003, de deux experts de la CRIIRAD. Une représentante de Sherpa, une association d'aide juridique internationale, les accompagne. Leur pré-rapport (Le Monde du 23 décembre 2003) soulève bien des interrogations sur la santé des populations ou encore la gestion des poussières et des résidus radioactifs. (...) Trois points sont particulièrement préoccupants. D'abord, les ferrailles sorties de l'usine, recyclées en ville : elles pourraient être porteuses de particules radioactives. Autre problème : les poussières des "verses" (terrils de minerais radioactifs peu concentrés), dispersées par le vent. Troisième point : la nappe phréatique, qui ne cesse de s'appauvrir, pourrait être contaminée par des infiltrations.

Pour ce qui est des ferrailles, Ibrahim Courmo, directeur des exploitations de la Somaïr, explique qu'une "procédure de contrôle de la radioactivité de ce qui sort de l'usine a été mise en place à partir de 1999". "Avant, poursuit-il, il est bien possible que des choses soient sorties malgré les contrôles."

A propos des poussières, Sylvain Bernhard, du laboratoire Algade, qui contrôle la radioprotection des sites (et filiale d'Areva jusqu'en 2001), indique qu'"il y a toujours eu la volonté d'un même niveau d'exigence ici qu'en France". Les normes internationales imposent une exposition de 1 milliSievert (mSv) par an en moyenne pour la population. "On arrive à 0,3-0,4 mSv par an", explique M. Bernhard. Pour le personnel, l'objectif tenu d'Areva est d'exposer les travailleurs à moins de 18 mSv par an (la norme est de 50 mSv). Enfin, en ce qui concerne l'eau, Algade assure qu'elle se situe bien en dessous des normes. Bruno Chareyron, de la CRIIRAD, note cependant que "si la norme est respectée pour plusieurs critères, elle est dépassée pour l'un d'entre eux".

La loi de la jungle

Mais le problème le plus préoccupant concerne sans doute le passé : la Somaïr et la Cominak ont-elles toujours été aussi rigoureuses qu'elles assurent l'être aujourd'hui ? Témoignage d'Alfa Soumaïla, chef du service sécurité de la Somaïr : "Dans les années 1970, c'était la loi de la jungle, les résultats étaient très mauvais." La situation a commencé à s'améliorer à partir d'une loi nigérienne de 1979, puis "une deuxième amélioration s'est produite pendant les années 1990", et enfin après 1999 et un "système de management environnemental".

Pendant au moins une quinzaine d'années, la protection des travailleurs fut donc assez laxiste. Les ouvriers étaient mal avertis de la radioactivité. "Quand je suis arrivé, on ne nous a pas fait de formation à la radioactivité", se souvient Moulaye Alkassoum (Somaïr). Les méthodes de mesure étaient sommaires : la dosimétrie ne se faisait au début que sur le rayonnement gamma, pas sur les poussières ni sur le radon. Les films n'avaient un seuil de détection qu'à 30 microSievert, contre 0,01 aujourd'hui. "Au début, on ne changeait pas de vêtements, et on n'avait ni masques ni gants, se souvient Almoustapha Alhacen, le fondateur de l'association Aghir In'Man. Ils n'ont mis des vestiaires qu'en 1986."

Pendant longtemps, la dosimétrie n'était pas individuelle, une mesure sur chaque travailleur, mais par équipe. Il a fallu attendre 1996 pour que chaque secteur dispose d'un responsable de sécurité. Le rabattage des poussières ambiantes par aspersion d'eau est pratiqué au concassage - un des postes les plus exposés - depuis 1998 seulement. Dans l'usine, jusqu'à il y a trois ans, le changement des filtres à manche n'était pas fréquent. Il a fallu attendre 1999 pour que le poste d'enfûtage de la poudre d'uranium soit ventilé et confiné.

Dans ces conditions, l'inquiétude est grande parmi les anciens travailleurs. Ainsi, Ahmed Taharo, un ex-boutefeu de 54 ans, est persuadé que ses douleurs à la vessie sont dues à l'uranium. "Je connais trois personnes qui sont mortes après avoir quitté la société, de la maladie des radiations", explique-t-il. Gjiko Zaki, 61 ans, qui travaillait au service des expatriés, souffre pour sa part d'hypertension et d'une hémiplégie. "Tous ceux qui ont travaillé à la Somaïr sont malades", dit-il. Même des expatriés s'inquiètent. C'est le cas de Sabine Tesche, qui vit aujourd'hui dans le Var, et dont le père est mort à 59 ans, en 2004 d'un cancer foudroyant. La famille a vécu à Akokan en 1981-1982. "On arrosait les jardins avec l'eau de la mine, on se baignait dans des bassins qu'elle remplissait", se rappelle Sabine Tesche.

Aghir In'Man commence à établir des listes d'agents morts après leur retraite. Une autre association, l'Organisation des incités au départ (OIDV), a entrepris une démarche similaire. "Voici une liste de dix-sept personnes qui sont mortes, et seulement parmi ceux venus du département de Maradi", indique Alka Amidou, de l'OIDV, en montrant le document en question.

La réponse aux angoisses actuelles est là, dans les informations relatives aux anciens travailleurs. "Beaucoup de ceux qui quittent l'entreprise tombent malades dans les trois ans", résume Almoustapha Alhacen. Ibrahim Courmo, directeur des exploitations de la Somaïr, réplique : "Il faut être factuel, on ne peut affirmer des choses sans être en mesure de les prouver". "Je suis d'accord, admet M. Alhacen, je n'ai pas de chiffres pour prouver. Nous demandons qu'on laisse les gens qui ont la connaissance venir nous aider." Une solution serait en effet d'autoriser une contre-expertise indépendante et de se donner les moyens de plonger dans le passé. L'enjeu n'est pas le nucléaire, mais la vérité due aux travailleurs.

Hervé Kempf

Article paru dans le Le Monde du 17 avril 2005

Le Réseau "Sortir du nucléaire" lance une grande souscription pour mener une inspection indépendante.

Action

Au cours d'un débat télévisé sur France 3, le Réseau "Sortir du nucléaire" a dénoncé les conséquences, pour la santé des mineurs et pour l'environnement, des conditions de l'extraction de l'uranium au Niger par la société Cogéma. Mme Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva (maison mère de la Cogéma), avait répondu par... une invitation au Niger, qui avait été confirmée par courrier.

Répondant à Areva, le Réseau "Sortir du nucléaire":
- **décline le financement d'Areva,**
- **lance une souscription afin de monter une mission d'inspection des mines d'uranium du Niger avec des experts indépendants.**

Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande qu'Areva s'engage à ne pas entraver cette mission, qui doit pouvoir :
- **accéder sans restriction aux sites miniers exploités par la Cogéma,**
- **être accompagnée de représentants de la presse,**
- **avoir accès à différentes données (contrats de travail, accidents du travail, suivi médical des anciens mineurs, etc.)**

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle les importantes difficultés rencontrées lors d'une première mission menée en décembre 2003 par la CRIIRAD, qui, en particulier, s'était vu confisquer tous ses appareils de mesure.

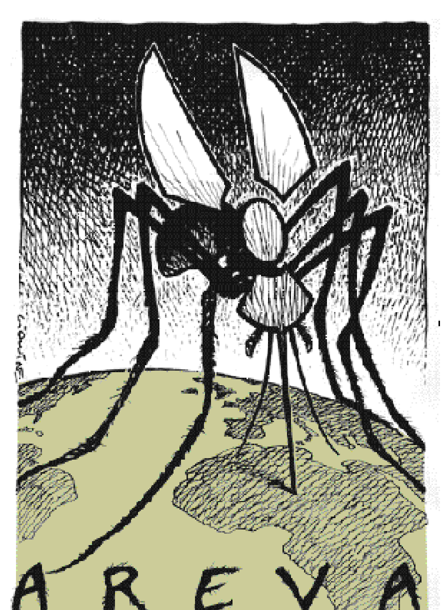
Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les citoyens à permettre l'existence de cette mission indépendante en adressant leurs chèques à l'ordre du Réseau "Sortir du nucléaire", 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, en mentionnant au dos "Mission Niger".

Mines d'Uranium

la Cogéma au Tribunal Correctionnel, une première nationale.

La Cogema est poursuivie par Sources et Rivières du Limousin pour pollution de cours d'eau et abandon de déchets radioactifs, suite à la fermeture de mines d'uranium dans le Limousin. Il s'agit d'une première nationale. Le procès de la Cogéma (filiale d'Aréva) a eu lieu le 24 juin à Limoges (Haute-Vienne), le délibéré est attendu prochainement.

Tour d'horizon des nuisances induites par l'exploitation des mines d'uranium en France et dans le monde :



Limousin

Pendant des années, la Cogéma a exploité en Limousin des mines d'uranium (qui sert de combustible dans les centrales nucléaires). Or, des études ont montré que l'environnement avait été contaminé à des degrés divers par ces activités, avec des risques non négligeables pour la santé des populations. Les mines d'uranium en Limousin sont aujourd'hui fermées. Mais la contaminations demeure et, par ailleurs, la Cogéma extrait de l'uranium à l'étranger. Là aussi, des problèmes importants ont surgi.

Niger

En 2003, le laboratoire indépendant de la CRIIRAD a tenté de mener une inspection concernant l'extraction de l'uranium au Niger. Malgré la confiscation à l'aéroport de la majeure partie du matériel scientifique, cette mission a mis en évidence divers problèmes. La polémique a contraint l'Etat à envoyer sur place l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). Mais, bien sûr, c'est une inspection indépendante qu'il faut organiser.

Australie

Un important gisement d'uranium a été repéré depuis 1971 à Koongarra, en Australie. Il se situe à 3 km du parc national de Kakadu, classé par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité. Les communautés indigènes, qui se sont toujours opposées à l'arrivée des groupes miniers, ont obtenu en 2000 un moratoire de cinq ans. Or, la Cogéma-Areva a tout de même obtenu la concession de ce gisement et, alors qu'approche la date de fin du moratoire (26 avril 2005), tente d'obtenir les autorisations pour ouvrir des mines. C'est inacceptable. ■

Somalie après le tsunami, un malheur n'arrive jamais seul.

C'est dans un des pays les plus pauvres du monde, en proie à une sanglante guerre interethnique depuis de longues années, que des entreprises occidentales ont choisi de se débarrasser clandestinement de leurs déchets les plus dangereux, tout en sachant qu'aucun système de gestion de ces produits ne pourrait y être assuré.

Un récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (1), traitant de la reconstruction des zones ravagées après le passage du raz-de-marée du 26 décembre 2004, révèle que la force des vagues a remué quantité de déchets déversés le long des côtes ou enterrés sur les plages somaliennes. Parmi ces restes de notre civilisation florissante, outre des fûts de déchets radioactifs, on trouve du plomb, du mercure, du cadmium, des déchets d'industries, d'hôpitaux ou de traitements chimiques. La population voisine de ces dépôts se plaint de problèmes de santé peu ordinaires suite aux vents du tsunami soufflant vers les villages intérieurs: infections des voies respiratoires, problèmes pulmonaires aigus, hémorragies abdominales, problèmes de peau, mort soudaine.

Depuis les années 1980, des entreprises de nos régions se sont donc livrées, sans être autrement inquiétées malgré les traités internationaux, à un juteux trafic de matières hautement toxiques avec des sous-traitants maffieux, qui profitaient sans aucun scrupule de l'état de désorganisation du pays, en pleine guerre civile. Se débarrasser d'une tonne de déchets en Somalie ne coûte que 2,5 dollars, contre 250 dollars en Occident. L'argent gagné par les intermédiaires somaliens servait notamment à l'acquisition d'armement.

Si on sait que le raz-de-marée qui a traversé l'océan Indien a tué officiellement 300 personnes en Somalie, on préfère ignorer par contre combien d'autres décès devront être imputés aux conséquences à long terme de cette catastrophe pour ce pays de la corne africaine. Combien de personnes mourront dans les mois et les années à venir de maladies provoquées par les effets des radiations ? Quel impact ces produits auront-ils sur les réserves d'eau, sur la faune et la flore ? Quel sera l'avenir des pêcheurs et des agriculteurs somaliens ?

La communauté internationale répondra-t-elle à l'appel à l'aide de la Somalie et des mesures efficaces seront-elles prises pour tenter de dépolluer les sites ? Et les coupables seront-ils sanctionnés ?

Fabienne Gautier ■

Fabienne Gautier (Contratom-Genève)

(1) UNEP, After the Tsunami: a Rapid Environmental Assessment, www.unep.org

Mais que se passerait-il en cas d'accident nucléaire ?

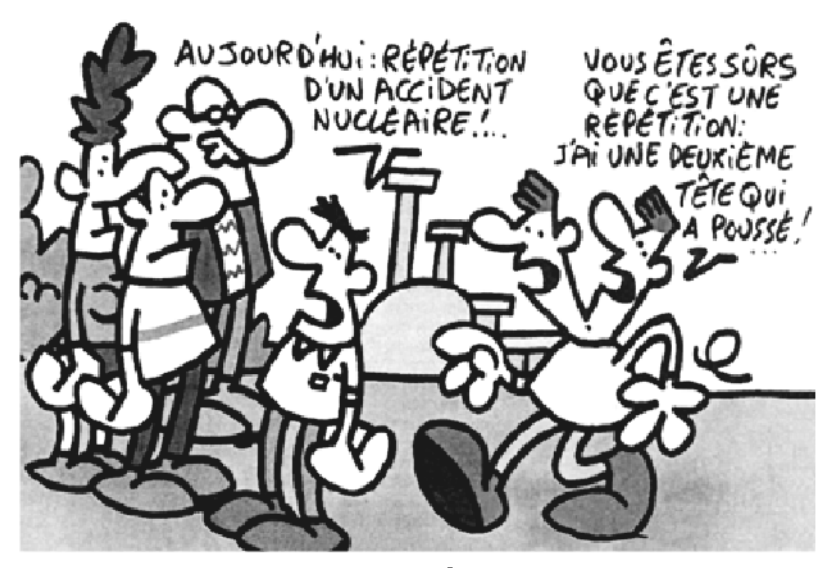
Fin 2004, l'association AIRE représentait la FRAPNA Isère à la Commission Locale d'Information (CLI) de la centrale nucléaire de Saint-Alban/Saint-Maurice l'Exil (Isère). La séance a été entièrement consacrée au bilan de l'exercice d'accident nucléaire du 26 octobre 2004.

Le choix d'un scénario maîtrisé

Le scénario choisi était celui d'un accident à cinétique lente, qui laisse beaucoup plus de temps pour préparer la protection des populations que le scénario à cinétique rapide, où un important rejet de radioactivité peut intervenir trois heures après le début de la fusion du coeur du réacteur. C'est à 7h40 du matin que le Plan d'urgence interne (PUI) de la centrale a été déclenché en raison d'une fuite sur le circuit primaire provoquant une montée en température du coeur du réacteur. Cette avarie a entraîné la mise en action des systèmes de sauvegarde du circuit primaire : l'injection de sécurité (RIS), qui injecte de l'eau borée, et l'aspersion de l'enceinte (EAS). Mais face à "la perte des deux voies" du système RIS à 9h30, le pronostic de découvrement du coeur était établi à 13h35, avec des rejets de radioactivité dans l'environnement. Le Plan Particulier d'intervention (PPI) a donc été déclenché à 10h35, avec pour objectif la prise des comprimés d'iode et le confinement de la population dans un rayon de deux kilomètres. Par chance, la récupération des deux voies du système RIS à 14h45 permettait de noyer à nouveau le coeur et à 16h30, la fin de l'exercice était annoncée. Cet accident a été classé au niveau 3 (incident grave).

L'information toujours en question

Le vent soufflant du Nord, le Poste de commandement opérationnel (PCO) avait été placé à Reventin-Vaugris (Isère), commune située à quelques kilomètres au nord de la centrale. Le Sous-Préfet de Vienne a souligné les difficultés de l'installation de ce PCO (téléphones, fax, ordinateurs...) dans un délai raisonnable et la nécessité de donner des instructions plus claires pour les monteurs. Cet aspect a été aggravé par le problème d'arrivée des informaticiens de Grenoble (100 km). Mais ce sont les maires des communes environnantes de la centrale qui ont le plus ressenti la difficulté d'obtenir des informations. Les maires ou leurs adjoints ont été prévenus par un système téléphonique automatique appelant depuis le Poste de commandement fixe de Grenoble. Le Maire de Saint-Alban-du-Rhône (Isère) a déclaré avoir bien été prévenu à 8h15, mais s'être ensuite senti très isolé. En effet, il n'a jamais eu d'information du PCO de Reventin. La Maire de Clonas-sur-Varèze (Isère) a fait part du même souci de manque d'information. Les informations téléphoniques n'étaient pas confirmées par des fax comme prévu et lorsque ceux-ci



arrivaient, plusieurs interprétations étaient possibles. Quant à la fin de l'alerte, la Maire de Clonas a dû s'en informer par ses propres moyens, à 18h...
Le Sous-Préfet a reconnu que les deux postes de commandement se sont concurrencés de manière négative. Cela a été confirmé par les Maires de Saint-Alban-du-Rhône et de Clonas-sur-Varèze, qui ont révélé qu'ils n'avaient même pas à leur disposition le numéro de téléphone du PCO censé leur donner les informations.
Le Maire de Saint-Pierre-de-Boeuf (Loire) a aussi mis en avant la nécessité d'une meilleure répartition des tâches en prenant comme exemple les services hospitaliers (1), qui sont prévenus par la DDASS : dans le cas présent ceux-ci n'ont été avertis qu'à 15h... Le Maire de Chavanay (Loire) a bien été averti à 8h45 mais n'a reçu par fax que les deux premiers communiqués. Quant au Maire de Saint-Maurice-l'Exil, il n'a été averti que par un seul message sur le répondeur de la mairie et c'est donc la Secrétaire de mairie qui l'a prévenu de l'accident nucléaire en cours lorsqu'elle a relevé les messages.
Toutes ces réactions concernent des communes situées dans un rayon de deux kilomètres. Le jour du véritable accident, le nuage radioactif ne tiendra pas compte des divisions en cercles concentriques de deux, cinq et dix kilomètres, mais atteindra Vienne (20 km), Lyon (50 km) ou Valence (50 km) en fonction de la rapidité et de la direction des vents dominants (Nord/Sud).
C'est certainement le Maire de Saint-Maurice-l'Exil qui résume le mieux ce que je ressens au fil des exercices d'accidents nucléaires : "On a l'impression que l'on ne met pas à profit les expériences des crises précédentes ".

PPI : Préparation Particulièrement Improvisée !

Contact @

**Association pour l'Information Rhodanienne sur l'Energie (AIRE)
Foyer Henri Barbusse
38150 Roussillon**

(1) Dans un périmètre de 2 km, on compte 2 000 scolaires et 140 personnes médicalisées et dans un périmètre de 10 km, ces nombres s'élèvent à 13 700 scolaires et 1 600 personnes médicalisées (chiffres donnés à la CLI en 2002).

Une protection déficiente des populations

Cette inertie entre les discours et les actes ne concerne pas seulement l'information. Ainsi le Principal du collège de Saint-Maurice-l'Exil avait précisé lors d'une CLI en 2002 qu'il ne disposait pas de salle aménagée pour confiner l'ensemble des élèves de son établissement. Cette question, qui relève du financement du Conseil Général de l'Isère, est toujours à l'étude fin 2004 ! De même, la déficience de la distribution des comprimés d'iode est régulièrement à l'ordre du jour de la CLI. Aujourd'hui, le taux de couverture est d'environ 50 % dans le périmètre concerné. Il y a peu de stocks locaux et pour compléter la distribution ; il faudrait faire appel, le jour de l'accident, aux 50 000 comprimés complémentaires stockés au CHU de Grenoble. Même si ces stocks pouvaient être transférés dans un délai raisonnable, la question des moyens de la distribution à la population reste posée. Le Sous-Préfet a précisé que la réflexion au niveau national montrait que la distribution complémentaire n'était pas praticable et qu'il valait mieux obtenir un taux de couverture élevé avant l'accident. L'association AIRE a demandé qui déciderait de l'évacuation des populations et si les calculs de doses qui prennent en compte la contamination de l'eau, de l'air, de la terre par l'ensemble des radioéléments rejetés (césium, ruthénium, strontium...) étaient publics. Le représentant de l'Autorité de sûreté nucléaire a précisé que, pendant la simulation d'accident, les discussions ont parfois été vives sur les calculs de doses entre l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et EDF pour la prise d'iode par les nourrissons. Les propos du nouveau Sous-Préfet de Vienne ont confirmé ceux de son prédécesseur, en rappelant que la décision d'évacuation des populations ne serait pas prise sur un critère technique (calcul de doses). Nous pouvons donc en conclure qu'il s'agira d'une décision politique : c'est le risque de panique ou de révolte de la population qui précipitera l'évacuation des territoires bouclés par l'armée.
Mais il en est de même pour l'avenir du nucléaire, qui repose plus sur des considérations politiques que techniques. C'est la prise de conscience du danger nucléaire et la montée en puissance de la contestation antinucléaire qui peuvent empêcher le prolongement de la durée des centrales de 30 à 40 ans et le lancement du réacteur EPR.

Hervé Prat

Exercice en cas d'accident nucléaire ?

La population manque à l'appel

Les habitants des communes de Lhommaizé et Mazerolles, dans la Vienne ont été déçus par l'exercice de sécurité civile proposés. Très fatalistes, ils rejoignent assez souvent les arguments des antinucléaires et doutent notamment de l'efficacité des moyens mis en oeuvre.

"Si c'est comme aujourd'hui, le jour où il y aura vraiment un problème, ce ne sera pas terrible..." La réaction - sous couvert d'anonymat - d'une conseillère municipale de Lhommaizé résumait assez bien le sentiment général des habitants de Lhommaizé et Mazerolles, les deux communes concernées par l'exercice de sécurité civile.
De l'avis de l'ensemble des habitants, l'ensemble n'a pas été brillant : sirènes inaudibles, haut-parleurs trop rapides, absence de messages cohérents sur les ondes FM pourtant réquisitionnées par la Préfecture. Tous savaient bien sûr qu'il s'agissait d'un exercice. Et si c'était vrai ? "Moi, j'étais dans mon atelier, je n'ai rien entendu", affirme Laurent Jovanneau, le boulanger de Lhommaizé. "Je sais bien, ils font leur boulot. J'ai de l'iode dans mon camion et au magasin pour les clients. De toute façon, manoeuvres ou pas, le jour où il y aura vraiment un accident grave à Civaux, nous n'aurons pas à souffrir longtemps... Je ne sais même pas si les équipes de secours s'aventureront jusqu'ici." A quelques dizaines de mètres, Frank Mostosi, patron du bar "Les Bienvenus", essaye de renseigner comme il peut les gendarmes. "Non, nous n'avons rien entendu. Le pompier commence sa phrase au bout de la rue et termine à l'autre bout. On ne comprend rien. Il faudrait qu'il s'arrête à plusieurs endroits. En plus, sur les trois fréquences FM, il n'y avait aucun message. Ce n'est pas assez explicite, pas assez martelé."

Pastilles jetées

Une cliente, qui vient d'entrer pour acheter son journal, admet la part de fatalité dans l'entreprise. "Qu'est ce que vous voulez que l'on fasse ? Si ce truc pète... Moi, j'ai jeté mes pastilles d'iode, elles étaient périmées, je n'en ai plus." À Mazerolles, les maçons à l'ouvrage au lieu-dit "La Contrie" n'ont pas compris le message des pompiers couvert par le bruit de la bétonnière. "Et si c'était vrai, on aurait laissé couler." Quant au coureur de fond, au pêcheur isolé et au paysan installé dans son tracteur aperçus hier matin, ils n'ont même pas eu accès à l'information. Du coup, et sans vraiment s'en apercevoir, les positions d'une grande partie de la population rejoignent celles du Réseau "Sortir du nucléaire" (650 associations antinucléaires fédérées). Le Réseau dénonce notamment "l'hypocrisie des pouvoirs publics concernant les simulations d'accidents nucléaires comme celle de Civaux". "Il est clair que rien ne se passera comme

prévu en cas de véritable catastrophe", rappelle le porte-parole Stéphane Lhomme. La consigne première donnée par l'autorité de sûreté nucléaire : "En cas d'alerte, il faut vous mettre à l'abri" - montre l'impuissance des pouvoirs publics et le ridicule des mesures annoncées. "Une catastrophe nucléaire, c'est une région contaminée et évacuée pour des siècles (comme à Tchernobyl), des milliers de personnes gravement irradiées, des malformations génétiques pour les générations futures."

Le Réseau estime que "les simulations d'accidents nucléaires, de même que les distributions d'iode, sont destinées à faire accepter à la population l'éventualité pourtant intolérable d'une catastrophe nucléaire. Le site de Civaux, comme les autres sites nucléaires, fait réellement courir à la population le risque d'une véritable catastrophe dont aucune simulation ni aucun exercice ne permettra de limiter les conséquences dramatiques". Même avec un haut-parleur ? ■

Article paru dans
la Nouvelle République
du 6/7 décembre 2003

Un scénario catastrophe

Un exercice local de sécurité civile a été organisé à Lhommaizé et Mazerolles, dans la Vienne, pour tester le plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire de Civaux. Les dysfonctionnements constatés prouvent que l'exercice était utile, mais ils sont loin d'être rassurants. L'alerte a été donnée à 8 heures, ce vendredi matin. Un incident fictif à la centrale nucléaire de Civaux venait de déclencher la procédure d'alerte pour les communes de Lhommaizé et Mazerolles. Situés au sud-ouest de la centrale, les deux villages étaient censés se trouver sous un vent dominant soufflant du nord-est. D'où la nécessité d'alerter la population.
Les deux équipes municipales étaient déjà sur le qui-vive, prêtes à monter à bord des véhicules de pompiers équipés de haut-parleurs chargés de diffuser un messsage dans les bourgs et les hameaux alentour. Las, à 8h30, nulle voiture rouge ni aucun gyrophare n'était en vue à proximité de l'église de Lhommaizé (les pompiers de Poitiers étaient pourtant en pré-alerte depuis 6h30 !). Et le maire de la commune, Jacqueline Artus, désespérait de joindre le poste de commandement opérationnel installé à Chauvigny : la ligne était continuellement occupée. Même l'émissaire de la préfecture chargée d'accompagner les journalistes en était à se demander si l'exercice n'avait pas été purement et simplement annulé. Scénario catastrophe donc, mais pas celui qui était attendu ! A 8h52, enfin, la première voiture de pompiers est arrivée. Elle attendait en fait à la mairie - actuellement en chantier - alors qu'il était convenu que l'équipe municipale attendrait dans ses locaux provisoires situés dans l'ancien presbytère.... Après avoir attendu quelques minutes pour récupérer une cassette audio, l'estafette peut enfin partir faire la tournée des hameaux.



"Avec les cris des chiens vous savez, on n'entend pas grand chose..."

Il est 9h10. Premier arrêt au lieu-dit "Bel Air", devant le portail de l'élevage de chiens Van Gravia. Les pompiers lisent une première fois le message suivant : "Dans le cadre de l'exercice de sécurité civile du CNPE de Civaux, ce message a pour objet de tester l'alerte des populations. Il vous est demandé d'écouter à la radio France Bleu Poitou-Charentes, sur 106,4 MHz, et Radio Accords, sur 94,7 à Poitiers et 90,3 à Montmorillon, pour connaître les consignes du préfet." Enregistré, le message est diffusé une seconde fois, puis la voiture redémarre en direction du hameau suivant. Sans que l'on prenne soin de savoir si l'information est bien passée.
C'est ce que nous avons cherché à vérifier. Lorsque l'éleveuse nous a ouvert, elle a admis être au courant de l'exercice d'alerte (tous les habitants avaient été avertis par courrier), mais a assuré ne pas avoir entendu les pompiers. "Avec les cris des chiens vous savez, on n'entend pas grand chose..."
Un peu plus tard, au poste de commandement opérationnel (PCO) installé au gymnase du Peuron à Chauvigny, les dysfonctionnements constatés sur le terrain semblaient nettement moins perceptibles. "Nous avons commencé à délimiter le périmètre de sécurité de 2,5 km autour de la centrale à partir de 8h40; il est bouclé depuis 9h45", expliquait le chef d'escadron Rosenplac, qui pilotait les forces de gendarmerie sur cette opération. "Il y a des choses à améliorer". ■

Article paru dans
la Nouvelle République
du 6/7 décembre 2003

Extraits de la lettre ouverte de Youri Bandajevsky du 21 mars 2005

Chers collègues, amis et adversaires !

Près de six ans se sont écoulés depuis le jour de mon arrestation (le 13 juillet 1999).
Accusé d'un crime de corruption que je n'ai pas commis, je me suis efforcé pendant toutes ces années de tenir bon dans des conditions de pressions psychologiques particulièrement pénibles, sans parler des difficultés d'ordre physique et matériel.
(...)
Dans cette situation, il est extrêmement important de comprendre la cause de mon arrestation. Avec le temps, elle m'apparaît de plus en plus nette et précise. J'oserai exprimer ici mes considérations à ce sujet.

J'ai été arrêté subitement, mais mon arrestation avait été minutieusement préparée de longue date. Les preuves en sont nombreuses. Dès mon premier appel officiel au Gouvernement de la République du Belarus en 1993, au sujet de l'état de santé des enfants que nous avons examinés et de l'accumulation de radiocésium dans leur organisme, j'ai senti un désaveu brutal de mon activité. Jusqu'à recevoir des menaces physiques. Toutefois, j'ai continué à travailler, et au cours des années qui suivirent, j'ai régulièrement publié les résultats de mes recherches dans des revues scientifiques. Je voudrais souligner que nombre de revues, aussi bien biélorusses qu'étrangères, refusaient de publier mes articles consacrés à l'impact des éléments radioactifs incorporés sur l'organisme humain et animal. C'est pour cette raison que je décidai d'éditer des monographies. Entre 1990 et 1999, je publiai huit livres, consacrés à l'action du radiocésium incorporé sur l'état des organes et des systèmes vitaux de l'organisme. Plusieurs de ces livres ont été publiés en anglais et remis à mes collègues étrangers. Comme l'Etat ne finançait pas ce genre de recherches, je devais compter sur l'aide de mes collègues d'autres établissements scientifiques et médicaux du pays. Les conclusions de ce travail, basé sur les résultats d'examens cliniques, d'analyses de laboratoire et d'études de pathologie morphologique, ainsi que de bon nombre d'expériences effectuées avec des animaux de laboratoire, montrent que les «faibles doses», comme on les appelle, de radionucléides de césium 137 incorporés sont extrêmement dangereuses pour l'organisme. Ces recherches ont reçu l'approbation d'éminents scientifiques du Bélarus et de Russie lors des soutenances de thèses, qui furent nombreuses sur ce sujet parmi les collaborateurs de l'Institut de médecine de Gomel que j'avais fondé en 1990 et dont j'étais doyen jusqu'en 1999.



Considérant en toute candeur que les résultats des recherches consacrées à l'action des éléments radioactifs sur l'organisme humain devaient être portés à la connaissance du public, je m'efforçai de les rendre le plus largement connus à travers la presse, la radio et la télévision. Mon objectif n'était pas du tout de semer la panique, comme les médias présentent aujourd'hui la chose, mais de montrer aux habitants des régions contaminées par les retombées de Tchernobyl comment il fallait vivre dans les conditions de risque radiologique, en respectant certaines mesures de sécurité personnelles et sociales. Ayant compris le pourquoi et le comment de la lésion des cellules des organes vitaux par le césium 137, nous proposions des méthodes réelles et efficaces pour se protéger de l'action néfaste du radionucléide. Je suppose désormais que mon activité dans ce sens n'arrangeait pas ceux qui avaient intérêt à nier les effets à court et à long terme de l'accident de Tchernobyl, en lien sans doute avec la politique nucléaire telle qu'elle est poursuivie au plan international. Je ne soupçonnais pas, à l'époque, la somme d'efforts développée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour préserver son activité à son niveau actuel ou même lui permettre de se développer davantage, en étouffant dans l'oeuf les moindres tentatives de lui faire ombrage.
(...)
Mais en voulant cacher la vérité sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, mes adversaires portent atteinte non seulement à la population de la République du Belarus et des autres pays de l'espace post-soviétique, mais à tous les hommes de la Terre. Il y avait là une occasion unique en son genre d'obtenir une connais-

Où écrire à Youri Bandajevsky ?

Youri Bandajevsky
231314 Grodnenskaia oblast,
Lidski raion,
d. Belitsa. Bélarus.

Breve !

Un ministre tout en finesse...

**Le jour de l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl de 1986, le ministre délégué à l'Industrie Patrick Devedjian, faisant preuve d'une grande finesse, a déclaré :
"Je ne suis pas impressionné par Tchernobyl parce que les conditions dans lesquelles le problème nucléaire est traité en France sont incomparables avec celles de l'Union soviétique", a-t-il dit, alors que le projet de loi sur l'énergie en cours d'examen au Parlement prévoit la construction d'un prototype du réacteur EPR pour renouveler le parc nucléaire. "Chez nous, c'est totalement transparent", "totalement démocratique et la sécurité est organisée d'une manière qui offre une vraie garantie aux citoyens".
"Nous n'avons rien à voir avec Tchernobyl. Tchernobyl, c'est le système des communistes. Nous ne sommes pas un pays communiste", a conclu le ministre.**

**Source : Agence AP
26 avril 2005**

sance objective sur la façon dont les éléments radioactifs à vie longue incorporés agissent sur l'organisme humain et les autres représentants de la biosphère, et d'élaborer des mesures efficaces de radioprotection. Elle est en train de disparaître.

Les derniers événements nous montrent pourtant à quel point cette information est importante pour l'humanité. Au siècle du terrorisme, avec nombre de centrales atomiques imparfaites créant des problèmes aussi bien pour leur entretien que pour leur exploitation, et face à la course aux armements nucléaires qui se poursuit toujours dans le monde, l'AIEA est incapable de réaliser un contrôle efficace sur le développement de l'énergie atomique.

J'appelle donc tous ceux qui sont capables de raisonner de manière sensée à débattre de la situation présente et je propose d'établir un moratoire sur l'expansion et l'utilisation de l'énergie atomique tant à des fins militaires qu'à des fins civiles. Il faut comprendre que si l'ONU, les dirigeants de tous les pays sans exception et toutes les ONG ne s'entendent pas pour appliquer des mesures efficaces pour protéger les hommes des risques de l'atome, tout ce qui vit sur Terre risque un jour de périr. Il est indispensable d'entreprendre tous les efforts possibles pour préserver la vie sur la planète Terre au lieu de la détruire.

Professeur Y. Bandajevsky ■

Création d'un laboratoire «CRIIRAD - Bandajevsky» au Belarus

Un projet international au service des victimes de Tchernobyl et de toutes les personnes exposées aux contaminations radioactives :

- Installer un laboratoire biomédical au Belarus, pays le plus touché par Tchernobyl, afin de poursuivre les recherches sur les effets pathologiques des incorporations chroniques de produits radioactifs.
- Un laboratoire dirigé par le Docteur Galina Bandazhevskaya et le Professeur Youri Bandazhevsky.
- Un laboratoire géré par la CRIIRAD, avec les mêmes garanties d'éthique, de compétence, d'indépendance et de transparence que son laboratoire d'analyses de Valence, en France.

Ce rêve peut et doit devenir une réalité.

En 1986, une poignée de citoyens, choqués par la désinformation que diffusaient les services officiels français, a décidé de monter un laboratoire spécialisé qui travaillerait en toute indépendance et serait au service de tous ceux qui veulent des informations fiables sur l'état de contamination de leur environnement et de leurs aliments.

C'était un pari un peu fou, mais il a été gagné.

La population française a répondu présent et apporté les financements nécessaires.

Dix-huit ans plus tard, le laboratoire de la CRIIRAD intervient partout en France et, de plus en plus, à l'étranger.

En 2005, la CRIIRAD se lance dans un nouveau projet, tout aussi fondamental. Elle a en effet reçu un appel à l'aide pressent du professeur Youri Bandajevsky et de son épouse Galina pour leur permettre de poursuivre leurs recherches en créant un laboratoire biomédical à Minsk, dans la capitale du Belarus.

La CRIIRAD a embauché le docteur Galina Bandazhevskaya, médecin pédiatre et cardiologue qui sera la directrice du laboratoire de Minsk en attendant la libération de son mari qui interviendrait au plus tard début 2007.

La CRIIRAD lance une souscription internationale auprès de tous ceux qui ont soutenu le professeur dans son combat pour la vérité sur les conséquences sanitaires des contaminations. Il s'agit de réunir les fonds nécessaire à l'achat, l'aménagement et l'équipement du laboratoire, soit 150 000 euros. Aidez à mener à bien ce projet en envoyant un don à la CRIIRAD.

Dans le cadre de son fonds de solidarité, le Réseau "Sortir du nucléaire" a octroyé 1 500 € à ce projet. ■

Contact 

CRIIRAD
Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité

471, avenue V. Hugo
26000 Valence
Site Internet : www.criirad.org
Contact : Romain Chazel
06.88.94.73.07
04.75.98.58.01

La CRIIRAD

La CRIIRAD est née en 1986, au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, en réaction contre les mensonges diffusés par les autorités françaises et l'absence de protection des populations, et en particulier des enfants. Structure atypique, associant les garanties éthiques d'une association à but non lucratif et le professionnalisme d'un laboratoire spécialisé, la CRIIRAD travaille depuis 18 ans sur toutes les questions relatives à la radioactivité, à ses utilisations et à ses effets sur la santé.
Grâce à son laboratoire, elle contrôle l'état radiologique de l'environnement et des produits alimentaires et, en cas de pollution avérée, informe les populations, alerte les autorités et s'efforce de faire sanctionner les pollueurs.

Tchernobyl-sur-Seine

ou trois décennies de radioactivité aux portes de Paris

Au début des années 1930, Marie Curie installe son laboratoire au centre ville d'Arcueil, ville du Val-de-Marne, située à 5 km au sud-est de Paris. Ce laboratoire extrait des radioéléments naturels à partir de minerais d'origines diverses importés par camion. Un véritable Tchernobyl sur Seine.

Par la suite, l'Institut de Physique Nucléaire de la Faculté des Sciences de Paris et Orsay y effectue des recherches sur les propriétés physico-chimiques des radioéléments naturels et artificiels et les méthodes d'extraction du protactinium 231.

Enfin la Fondation Curie - Institut du radium y mène ses propres études radiochimiques. Les locaux ont été abandonnés en 1978 et mis «sous surveillance».



Entrée principale du site. A droite les laboratoire et à gauche la maison du recteur. Au fond l'Aqueduc et derrière à gauche, des HLM de la ville d'Arcueil.

Le préfet du Val-de-Marne demande au cours des années 1980 au propriétaire, en l'occurrence l'Université de Paris VI, d'assurer la sécurité des lieux par une clôture interdisant toute intrusion et par un murage du bâtiment le plus contaminé.

Radium city

En 2001, en mission au sein du département "Risques chimiques, biologiques et nucléaires" à l'université Paris VI, je réceptionne un matin un pli contenant 16 films dosimètre thermoluminescent à installer sur le site d'Arcueil à la demande de l'OPRI (IRSN maintenant). Etonné par cette requête concernant une mesure d'ambiance sur un site fermé et a priori sans activité, je me suis renseigné auprès des «anciens» de mon département pour comprendre le besoin.

Etant le seul spécialiste en radioprotection, je me suis rendu sur le site après m'être équipé d'un détecteur Radiagem, d'un spectromètre portable qui permet une identification instantanée des isotopes présents et de protections diverses (gants, tenue papier, masque, etc.)

Mes premières constatations sont plutôt édifiantes. Dans un décor d'abandon, imaginez une grande maison de maître en pierre meulière, restée en l'état après 24 ans d'inoccupation, la bibliothèque avec tous ses livres, les bureaux, les labos, des châteaux de plomb disséminés, un souterrain servant de puits de stockage et la maison aux fenêtres murées du gardien, mort depuis...

J'ai découvert sur le site :

1. la présence d'une contamination très importante au niveau du sol (mon détecteur a largement dépassé les 5000 cps/s sur certaines zones), des mesures plus de 1000 fois supérieures à la radioactivité naturelle ;
2. un débit de dose faible, sauf sur des points très précis (laboratoires par exemple) ;
3. la présence de zones délimitées (zones tréflées rouge et jaune) ;
4. un souterrain servant de stock de sources hautement contaminé et irradiant ;
5. un bric-à-brac contaminé important dans les laboratoires et les ateliers ;
6. la présence de fûts radioactifs avec des matières inconnues.

Pourquoi rien n'a t-il été fait pour dépolluer ce site ? Comment peut-on tolérer cet état de délabrement ? Après quelques recherches dans les archives et entretiens, j'ai retrouvé la trace de certaines actions menées. Ainsi, l'ANDRA a évacué une grosse quantité de fûts de matière radioactive entre 1999 et 2002. Le problème est que cette agence de l'Etat, unique prestataire des retraitements des déchets nucléaires, ne prend en charge que les rebuts bien identifiés. Or, le site d'Arcueil présente des fûts, dont on ne sait que faire car mélangés avec des solvants chimiques (évalué à deux tonnes). Leur déblaiement nécessiterait un gros investissement financier.

Par ailleurs, le CEA et l'ANDRA, qui connaissent bien le site, ont préconisé la décontamination totale du



lieu, à savoir la destruction des bâtis (la maison principale et celle du gardien, les laboratoires...), l'extraction de 5000 m³ de terre sur 5 mètres de profondeur. Sans oublier le déblaiement du souterrain, véritable abri atomique regorgeant de déchets radioactifs.

A ce jour, la seule action entreprise est le retrait de toute matière papier de la maison de maître, pour éviter les risques d'incendie. Le solde des autres travaux se chiffre en millions d'euros, un investissement colossal pour le propriétaire du site.

Au royaume des aveugles, le borgne est roi

Faute de moyens, Paris VI, sur les conseils de l'OPRI, a mis en place une surveillance à travers la pose de films dosimètres. Ces derniers mettent en évidence les rayons gamma, qui au-delà d'une dose peuvent se révéler néfastes pour l'être humain. Je rappelle que le laboratoire de Marie Curie est situé au coeur de la cité d'Arcueil.
Habitué à l'interprétation des résultats des films dosimètres, je peux assurer qu'il n'existe pas de risque d'exposition directe pour les populations avoisinantes. Le débit de dose à l'extérieur est très faible, voire inexistant.

Encore faut-il mesurer ce qui est véritablement dangereux.
La surveillance du site est très mal conduite. A ma connaissance, il n'y a pas eu de mesure de contamination (frottis ou aspiration sur filtre) des particules alpha. Or, sur ce site, on extrayait le radium de la pechblende, on étudiait les radioéléments comme le polonium, l'uranium, le thorium, le protactinium... La plupart sont émetteurs alpha...
Aucun film, aucun résultat ou étude ne permet de dire si les voies publiques longeant le site (rue de la Convention et rue Clément Ader) sont propres. Je n'ai pas trouvé un seul document donnant le taux de contamination en alpha, particule déclarée non grata dans toutes les industries électro nucléaires françaises.



Maison murée du gardien défunt.



Dans le jardin, derrière les laboratoires...

Une surveillance à deux vitesses

En France, les installations industrielles manipulant l'énergie nucléaire sont sous surveillance très règlementée. Mais paradoxalement, l'état et ses institutions se désintéressent des sites dédiés à la recherche, qui plus est pollués et abandonnés. Le constat sera aussi vrai si la pollution est chimique ou biologique.

Les industriels doivent effectuer des prélèvements d'air, de la faune et de la flore, tout mesurer, rechercher le millième de becquerel, sous divers contrôles : DRIRE, ASN, IRSN, DGSNR... Ils sont garants de l'impact de leur activité sur l'environnement.
Sur notre site d'Arcueil entouré d'HLM, d'enfants, d'un arrêt de bus, d'une voie routière fréquentée, de la Bièvre qui coule en dessous, le propriétaire ne met en place qu'une simple surveillance dosimétrique, dans l'indifférence des institutions de protection environnementale.

Quand on travaille sous rayonnement ionisant, des procédures et des règles strictes sont à prendre. L'information des salariés, leur surveillance, leur contrôle et le site où ils travaillent sont de la responsabilité de l'employeur.
A Arcueil, on s'aperçoit que l'herbe et les arbres de l'Institut du Radium sont taillés. Les agents d'entretien des espaces verts de l'Université viennent s'occuper du site. Les déchets sont traités en déchets naturels. Sont ils prévenus des risques et suffisamment équipés pour se protéger ?

Arcueil, parce que je le vaux bien !

Arcueil, jolie bourgade de la Bièvre, riche d'un aqueduc romain classé monument historique, mérite un regard des pouvoirs publics pour sauver ce site d'une pollution qui pourrait se révéler beaucoup plus grave si l'on décelait un risque de contamination des eaux souterraines de la Bièvre, rivière souterraine et affluent de la Seine. Ou si une étude sanitaire sérieuse était menée pour évaluer l'impact sur les populations environnantes.
Attend-on des cas multiples de cancers, à l'instar des zones urbaines touchées par le nuage de Tchernobyl ?

Cyril
Radioprotectionniste
Ingénieur Hygiène Sécurité Environnement
mail : cyril@mail.be

En bref !

Genève en a fini avec ses paratonnerres radioactifs

Le canton de Genève a recensé 75 paratonnerres radioactifs disséminés sur son territoire. Il aura fallu plus de deux ans pour les démanteler. Rien autour de ces tiges métalliques ne signalait leur nature : elles pouvaient représenter un danger pour des personnes qui effectuaient des travaux sur les toits. Ils étaient fabriqués par une entreprise française, qui les a livrés à 230 000 exemplaires dans 60 pays du monde. Ils contiennent entre 30 et 70 mega-becquerel de radium 226, une valeur bien supérieure à la limite autorisée aujourd'hui. Qu'en est-il en France des paratonnerres ?

Source : ATS - le 17 mai 2005
La Tribune de Genève

On vide au lieu de remplir !

Cette fois, le 4 mars 2004, le personnel de la centrale nucléaire de Gravelines a vidé un accumulateur (réservoir) au lieu de le remplir. La manoeuvre en question concernait l'un des trois accumulateurs du circuit d'injection de sécurité. Autrement dit, trois réservoirs contenant de l'eau borée (acide+eau), destinée à être utilisée pour «étouffer» l'effet radioactif en cas de brèche ou d'accident. Le genre de sécurité avec laquelle il vaut mieux ne pas badiner. Sauf que le niveau de l'un des trois réservoirs était insuffisant et devait être complété. Plutôt qu'une opération d'appoint, c'est une vidange qui a été réalisée ! De ce fait, le réservoir a été déclaré «indisponible» pendant 9 minutes.

Source : La Voix du Nord
du 20 mars 2004

La phrase qui tue !

"La centrale nucléaire Superphénix, c'était le diable. Maintenant qu'ils sont parvenus à la tuer, qu'ils en fassent le musée de la connerie humaine !"

Christian Rival, maire et conseiller général UMP de Morestel (Isère) interviewé dans Le Monde du 8 août 2003.

Paturage, soleil, vent : pour une agriculture plus économe

En cherchant à économiser leur propre énergie sur la ferme, Daniel Bronsard et Geneviève Quéré ont construit en Morbihan un système de production moins énergivore... avec le concours de l'herbe pâturée, du soleil et du vent. Témoignage.

"Notre démarche énergie a commencé avec la mise en place d'un système tout herbe et d'une éolienne de pompage, explique Daniel Bronsard. Nous avons suivi cette voie pour mettre nos pratiques en conformité avec nos idées par rapport à l'énergie nucléaire et pour abaisser la charge de travail autour des bovins - nous avons deux productions-. Il y avait aussi une question de goût au départ : passer du temps sur le tracteur, travailler la terre, investir dans du matériel, cela ne m'intéresse pas. A part la fenaison, tous nos travaux sont réalisés par l'entreprise. Cela représente un coût, mais c'est notre choix.



Chez Daniel et Geneviève, vers plus de maîtrise de l'énergie à la ferme (photo GAB 56).

Sur le plan de l'énergie, ces solutions ne manquent pas d'intérêts...

... Nos bovins vont chercher eux-mêmes leur ration d'herbe au champ huit à neuf mois sur douze. Ils épandent eux-mêmes le fumier. Donc économie maximum d'énergies fossiles. Les prairies sont implantées au moins pour huit ans, ce qui abaisse encore le besoin en mécanisation et en carburant.

... Ces pâtures (86% de la SAU) produisent pendant les trois quarts de l'année. Donc, très bon rendement photosynthétique (voir ci-dessous "le système")... et peu de perte d'azote sous forme de lessivage.

... Du fait qu'elles sont constituées d'un mélange graminées - légumineuses, on n'a pas à leur apporter d'azote de synthèse. Ce sont les bactéries qui font ce travail. Donc, pas "d'usine à gaz" ni d'énergie pour le transport de l'engrais. Et l'herbe est naturellement équilibrée en azote et protéines : pas besoin non plus d'énergie pour fabriquer et transporter de l'aliment.

... La conservation du fourrage fait appel au soleil et au vent : la ration d'hiver est constituée presque exclusivement de foin. Nous ne faisons de l'ensilage ou de l'enrubannage qu'en cas de nécessité, pour sauver une récolte.

Quant à l'éolienne de pompage, elle alimente neuf bacs, trois par parcelle, ce qui correspond à une réserve totale de 6000 litres. J'ai la chance de bénéficier d'un parcellaire groupé et j'ai pris soin d'installer l'éolienne dans un endroit bien dégagé. Il est arrivé une fois que l'eau manque pendant un jour, faute de vent. J'ai alors repris le tracteur et la tonne à eau.

L'investissement a coûté à l'époque 20 000 F pour l'éolienne et 10 000 F pour les bacs, tuyaux, le ciment et le travail. Je suis particulièrement satisfait de cet équipement : il me permet d'économiser trois quarts d'heure par jour pendant 8 mois et beaucoup de stress : je me suis vu apporter de l'eau en catastrophe le dimanche ! Il faut aussi y ajouter l'économie de gazole.

Nous avons installé 18 m² de capteurs photovoltaïques et un chauffe eau solaire de 6 m².

Notre démarche s'accompagne de gestes d'économie d'énergie à la maison : nous utilisons des ampoules à basse consommation, nous essayons de couper les systèmes de veille sur nos appareils. Nous faisons ce qui est à notre portée, sans pour autant bouleverser notre mode de vie : nous avons conservé notre congélateur ! Et nous avons gardé aussi certaines incohérences : par exemple, l'aliment pour les poules vient de Janzé (Ille-et-Vilaine, distance d'environ 100 km) par camion. Tout n'est pas logique à 100% chez nous. Mais nous avançons à petits pas vers plus de cohérence."

Recueilli par JM Lusson,
Réseau agriculture durable ■

LE SYSTÈME DE PRODUCTION

- 2 UTA : le couple Geneviève+Daniel.
- 20 vaches allaitantes Blondes d'Aquitaine et leur suite (67 UGB en 2002). Vente de génisses, de broutards et quelques boeufs à Bretagne Viande Bio. Huit à neuf mois de pâturage, 100% des animaux à l'étable le reste de l'année. Chargement : 1,8 UGB/ha en 2002, 1,5 UGB/ha en 2003
- 5000 pondeuses en bio depuis 1991. Vente de 1,2M oeufs bio à un centre de conditionnement (2/3) et sur le marché local (1/3 vente directe, magasins et réseau)
- 42 ha, dont 30 groupés : 2,5 ha de parcours à poules, 5 ha de prairies permanents, 3 ha de mélanges céréaliers (avoine, pois triticale), le reste en prairies temporaires longue durée (8 ans et plus) : ray-grass anglais + trèfle blanc, parfois un peu de dactyle. Conduite du pâturage en trois parcelles.
- L'éolienne : 5 m de haut, type Oasis.
- Les capteurs solaires : 18 m², 2200 W crête, production escomptée de 2200 kWh par an soit la moitié de la consommation des deux poulaillers. L'investissement dans ces équipements a bénéficié d'une aide dans le cadre d'un CTE.
- Chauffage central au gaz dans la maison + insert bois. Bientôt 6 m² de chauffe-eau solaire.

Contact : Geneviève Quéré, Daniel Bronsard, Saint-Hilaire, 56930 Pluméliau.

Autriche: des agriculteurs construisent l'autonomie énergétique locale

Ils sont 600 agriculteurs-énergiculteurs regroupés en coopérative qui utilisent les ressources de la biomasse pour produire de la chaleur, du carburant, de l'électricité. Ils veulent rendre leur région autonome en énergie...

"Je me souviens du temps où la ferme nourrissait ses animaux de trait. Avec la mécanisation, l'agriculture a oublié qu'elle pouvait fournir de l'énergie. Aujourd'hui que nous produisons des denrées alimentaires en excédent, il est temps de s'en souvenir. Pour que les agriculteurs puissent continuer de vivre, produisons de l'énergie". Ainsi parle Karl Tötter, le président d'une coopérative pour la production d'énergie et de protéines végétales dans le sud de l'Autriche.

Chez lui, 40 ha de céréales, maïs, colza et 70 truies naisseur-engraisseur, quelques vignes, 10 ha de bois... Les tracteurs et voitures de la ferme roulent au biodiesel issu du colza. Les tourteaux, co-produits de cette transformation, sont recyclés dans l'alimentation des animaux si bien que l'exploitation est autonome en protéines. Le chauffage et l'eau chaude proviennent d'une chaudière à bois déchiqueté alimentée par les 10 ha de bois.

La coopérative, elle, est née en 1989. Elle comporte une unité d'estérification qui produit, à partir des 1000 ha de colza cultivés par les adhérents, de l'Esther méthylique de colza utilisé pur comme carburant, sans additif ni modification du moteur. En Autriche, la non exonération du fioul pour les agriculteurs rend intéressant le développement d'une telle filière. Pour le même usage, les coopérateurs récupèrent aussi 3 millions de litres d'huiles alimentaires usées auprès des ménages et des collectivités. Les 4 millions de litres de biodiesel et les 2000 T de tourteaux de colza ainsi obtenus sont utilisés dans les fermes. Une centaine de bus des communes environnantes emploie aussi ce biocarburant.

Depuis 1998, la coopérative brûle dans sa chaufferie du bois-plaquettes pour alimenter un réseau de chaleur de 8 km relié aux 150 maisons de la commune de Mureck, couvrant ainsi 70% de ses besoins en chaleur.

A partir de la glycérine issue de l'estérification, la coopérative développe la production d'électricité par cogénération, jusqu'à assurer plus de la moitié des besoins de la petite région de Mureck (1,2 M de kWh). Ce projet a été soutenu par les pouvoirs publics : l'unité d'estérification (4 M€) a été aidée à hauteur de 70% par l'Etat, la chaufferie de 2 MW (7,5 M€) a été financée à 50% dans le cadre d'un projet européen. L'ambition des coopérateurs est d'avancer vers la complète autonomie énergétique locale à partir de la biomasse. Karl Tötter croit en tout cas dur comme fer à la vocation énergétique de l'agriculture et préconise de consacrer au moins le quart des surfaces agricoles à la production d'énergie... comme au temps des chevaux de trait !

Données recueillies par l'association AILE pour Entraid'Ouest et Jean-Marie Lusson, Rad. Réseau agriculture durable

Contact : seeg.mureck@aon.at

Contact @

Réseau Agriculure Durable Impact Bretagne
97, av. André Bonnin
BP 17141
35571 Chantepie Cedex
Tél. 02 99 77 39 25
www.agriculture-durable.org

Le biogaz à la ferme en Europe !

Allemagne : 1 500 installations
Autriche : 100 installations
Danemark : 25 installations centralisées et 40 à la ferme
Suisse : 70 installations
Italie : 5 installations centralisées et 67 à la ferme.
Dans la plupart des cas, ce biogaz est produit en co-digestion.



Alimentation d'un digesteur dans une exploitation agricole du Luxembourg.

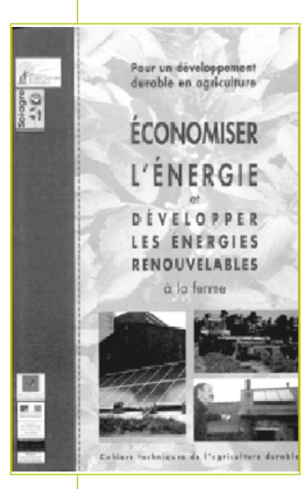
A Commander

Commandez le passionnant dossier «Pour un développement durable en agriculture - Economiser l'énergie et développer les énergies renouvelables».

En 60 pages, ce dossier présente :
- **les bases d'une agriculture plus économe en énergie,**
- **différentes possibilités d'économiser l'énergie à la ferme,**
- **le diagnostic énergétique PLANETE,**
- **ses principaux résultats sur 140 fermes françaises,**
- **pour chaque source d'énergie renouvelable, une synthèse des possibilités d'applications à la ferme.**

Ce dossier est parsemé d'expériences de terrain et de témoignages variés recueillis en France et à l'étranger.

Prix unitaire : 17 €, port compris.



A commander aujourd'hui au Réseau «Sortir du nucléaire» 9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

L'éolien en danger

Les dernières semaines ont été le théâtre d'une mobilisation sans précédent pour sauver la filière éolienne française, suite au dépôt par trois députés UMP de deux amendements à la Loi d'Orientation sur L'Energie, proposant d'instituer un nouveau cadre réglementaire pour la filière éolienne en France.

Les freins au développement de la filière éolienne s'étaient pourtant déjà grandement resserrés depuis plusieurs années. De plus, les Préfectures tranchent souvent dans le vif en refusant un grand nombre de projets. Ainsi, seulement 1 projet sur 10 aboutit, d'où seulement 406 MW (mégawatt) éoliens actuellement en fonctionnement en France, contre 16 600 MW en Allemagne ou 8 200 MW en Espagne.

De surcroît, quelques associations de détracteurs de l'énergie éolienne s'opposent systématiquement à tous les nouveaux projets, colportant les idées les plus saugrenues sur l'éolien et montant les populations locales contre les différents projets.

Afin d'aider les associations locales de promotion de l'éolien (ALPE) à lutter contre la diffusion d'informations erronées et fallacieuses dénigrant les énergies du vent, de les fédérer et d'aider à la création de nouvelles ALPE, l'association «Planète éolienne» a été créée en 2004.



La meilleure façon de combattre les idées fausses, c'est toujours d'aller se rendre compte par soi-même.

LES ATOUTS DE L'EOLIEN

Car l'énergie éolienne mérite qu'on la défende : c'est en effet une des deux ou trois filières d'énergie renouvelable les plus opérationnelles, en particulier pour la production d'électricité. Energie propre, elle ne produit ni gaz à effet de serre, ni déchets. Renouvelable et inépuisable, elle est disponible partout sur le territoire. Sans danger pour les générations actuelles et futures, elle participe de plus à la diversification des sources d'énergie et à notre sécurité d'approvisionnement énergétique.

Sur un plan économique, la filière éolienne est créatrice d'emplois (2000 emplois en France actuellement) et financièrement rentable. Son coût est par ailleurs totalement transparent, contrairement à celui des autres énergies traditionnelles utilisées en France.

Plus généralement, l'éolien est une technologie décentralisée qui est une chance pour les collectivités locales et les agriculteurs en termes d'aménagement du territoire, de retombées économiques (taxe professionnelle, loyer) et de créations d'emplois. Enfin, la filière éolienne est une des rares filières relevant des énergies renouvelables capable aujourd'hui de contribuer de façon rapide et significative à l'accomplissement des engagements internationaux de la France au titre du protocole de Kyoto et de la directive européenne de septembre 2001 sur la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables.

La grande majorité des Français ne s'y trompe d'ailleurs pas en plébiscitant l'énergie éolienne. Ainsi, une enquête nationale réalisée en janvier 2003 pour le compte de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) révèle que 9 Français sur 10 sont favorables au développement de l'énergie éolienne sur notre territoire. Ces résultats sont conformes aux autres enquêtes conduites en France ou à l'étranger.

AMENDEMENTS «EOLICIDES»

Malgré ses nombreuses qualités, l'énergie éolienne doit faire face à des détracteurs très virulents, au premier titre desquels on trouve des associations d'opposants NIMBY (abréviation anglaise de "pas dans mon jardin") et des associations de protection du patrimoine et du paysage. Ils accusent les éoliennes de tous les maux : dépréciation de l'immobilier, diminution du tourisme, production de gaz à effet de serre, conséquences alarmistes sur la santé publique et sur la faune sauvage...et surtout dégradation des paysages.

La quasi-totalité de leurs affirmations sont fausses. Par contre, il est probablement vrai que, d'un point de vue paysager, des erreurs ont pu être commises. Mais maintenant, les nouveaux projets, lorsqu'ils sont réalisés dans les règles de l'art, permettent aux éoliennes de s'intégrer au mieux dans le paysage.

Quoiqu'il en soit, les anti-éoliens, bien que minoritaires, ont trouvé une oreille attentive à leurs discours en la personne des trois députés, qui ont déposé deux amendements particulièrement nuisibles à la filière éolienne française.

Ces amendements prévoyaient que l'obligation d'achat de l'électricité d'origine éolienne par le gestionnaire du réseau électrique (EDF), concernant aujourd'hui uniquement des parcs de moins de 12 MW, ne bénéficierait plus qu'aux éoliennes de moins de 0,3 MW et aux parcs éoliens de plus de 30 MW. De ce fait, 99% des projets éoliens développés depuis de nombreuses années se verraient réduits à néant et des régions entières où l'habitat est très diffus, comme la Bretagne, ne pourraient plus accueillir de parcs éoliens. Les deux amendement multipliaient de plus les contraintes administratives jusqu'à l'absurde : limitation de la construction d'éoliennes à des secteurs définis par le Préfet, appelées "zones de développement de l'éolien" (ZDE) et obligation d'enquête publique pour les éoliennes supérieures à 30 m de haut.

MOBILISATION SANS PRECEDENT POUR L'EOLIEN

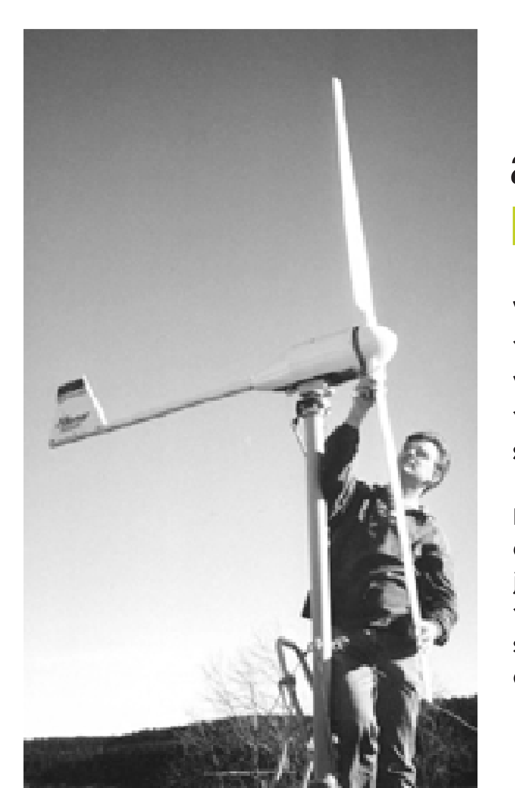
Face au dispositif proposé, une très forte mobilisation est apparue : 14 ONG ont signé des manifestes communs pour le retrait des amendements (Agir

pour l'Environnement, Amis de la Terre, CLER, Global Chance, Greenpeace, Festiventu, Fondation Nicolas Hulot, France Nature Environnement, LPO, négaWatt, Planète éolienne, réseau Action Climat France, réseau Sortir du Nucléaire, WWF). De même, des professionnels de l'éolien, des ALPE, des personnalités telles que Edgar Morin et de nombreux élus municipaux, départementaux et régionaux, notamment de Bretagne, des Pays-de-la-Loire et de l'Aude, département comptant le plus grand nombre de parcs éoliens en France, se sont vigoureusement élevés contre ces amendements. Preuve, s'il en est besoin, de l'acceptation sociale et paysagère de l'éolien chez ceux qui les côtoient. Faut-il rappeler que 80 % des riverains audois de sites éoliens se déclarent favorables à l'implantation de parcs éoliens dans leur environnement proche (sondage Synovate de janvier 2003 pour l'ADEME).
Malgré ce vent de protestations, l'Assemblée nationale a voté la nouvelle réglementation sur l'éolien en deuxième lecture du projet de la Loi d'Orientation sur l'Energie, au terme d'un débat passionné et malgré les nombreuses critiques de l'opposition (PS et Verts) et de quelques membres de la majorité (UDF et UMP). Toutefois, grâce à la mobilisation de tous, des avancées plutôt mineures par rapport aux amendements initialement proposés ont été obtenues. L'institution d'une enquête publique pour les éoliennes de taille supérieure à 30 m a été supprimée. La période transitoire pour passer au niveau dispositif, proposée à 6 mois, a quant à elle été rallongée à deux ans afin de permettre la réalisation des projets en cours.
L'ensemble de ce dispositif voté par l'Assemblée nationale a été remanié lors de son passage devant le Sénat, le 4 mai dernier. Les sénateurs ont en effet adopté à l'unanimité l'amendement n840 proposé par le rapporteur Henri Revol (UMP, Côte-d'Or) dans une version sous-amendée par l'ensemble des groupes. Ainsi, toute notion de plancher ou de plafond «universels» a disparu. La définition d'éventuels seuils est désormais laissée aux communes. La proposition d'amendement qui visait à ce que les communes «définissent» les ZDE et les Préfets les «valident» a finalement été retirée. Néanmoins on notera que le Préfet "arrête" les ZDE plutôt que les "définit".
Les sénateurs ayant voté le dispositif dans des termes différents des députés, c'est une Commission Mixte Paritaire, composée de 7 députés et de 7 sénateurs, qui a tranché au final le jeudi 23 juin. Le résultat est au final positif, mais mitigé ! Concernant les seuils et les plafonds, le dispositif voté par les Sénateurs est maintenu. Pour le reste, le texte de la CMP constitue un compromis entre les positions du Sénat et de l'Assemblée nationale. On notera tout de même l'apparition de deux nouveaux dispositifs très critiquables : la modification du seuil de l'enquête publique qui passe à 50 m (le plancher de déclenchement de l'enquête publique étant aujourd'hui à 2,5 MW) et le fait que le préfet veille "au regroupement des installations afin de protéger les paysages". Quant aux très petites éoliennes, elles ne seront plus assurées, comme c'était le cas jusqu'à présent, de bénéficier du tarif d'achat incitatif du kWh produit. L'ensemble de cette nouvelle réglementation concernant l'éolien est applicable immédiatement, mais l'ancien dispositif demeure pour une période transitoire de deux ans. Reste à savoir comment chaque Préfet interprétera cette loi.

En tout état de cause, la crise actuelle aura au moins permis de réellement matérialiser aux yeux du gouvernement, des élus et des médias que la communauté des «pro-éoliens» est très importante dans notre pays : ONG, élus locaux, professionnels, particuliers... Et un peu plus de nos concitoyens auront compris que «chaque éolienne est garante d'un peu moins de gaz carbonique dans l'atmosphère ou d'un peu moins de déchets nucléaires à gérer par les générations à venir» (Hubert REEVES).

Gilles VAIREL

Gilles VAIREL
www.planete-eolienne.fr
federation@planete-eolienne.fr



L'éolien
au service des particuliers.
Récoltez la force du vent chez vous !

Vous voulez participer à votre échelle au développement durable ? Vous disposez d'un terrain bien venté ? Vous pouvez alors produire de l'énergie propre en installant une petite éolienne branchée sur votre réseau électrique domestique.

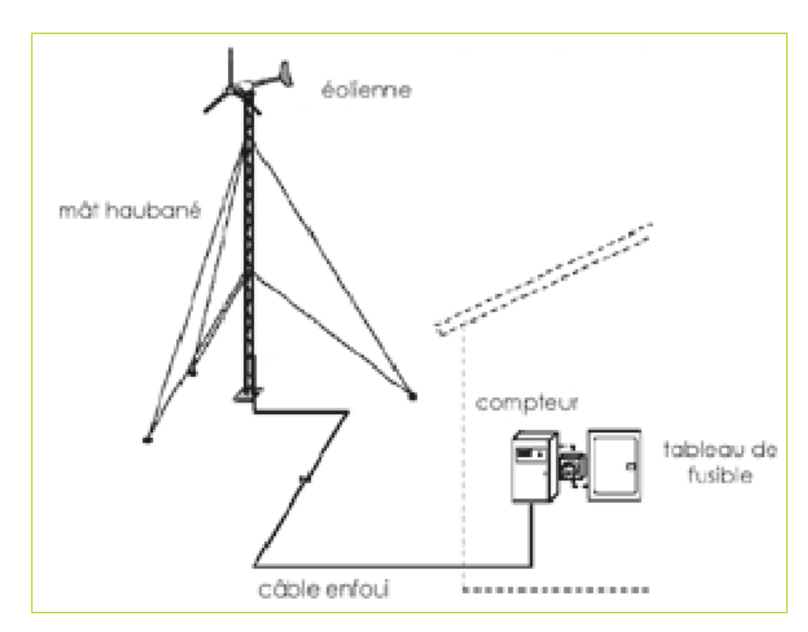
Il est souvent reproché aux éoliennes de grande taille de défigurer le paysage. Cette question est en effet très subjective et discutée. Quoi qu'il en soit ce problème n'existe pas pour les éoliennes de petites tailles et pourtant, elles suivent le même principe que leurs grandes soeurs : produire de l'électricité d'origine renouvelable.

Présentation des éoliennes

Comme les grandes, les petites éoliennes - bipales ou tripales - transforment l'énergie du vent en électricité. Leurs puissances varient entre un et six kilowatts et leur diamètre entre deux et cinq mètres. Montées sur des mâts de 10 à 30 mètres, elles sont connectées au réseau domestique grâce à un onduleur et un compteur indépendant. Le courant produit est d'abord consommé localement, le surplus est racheté par EDF. S'il n'y a pas de vent, la maison est approvisionnée comme d'habitude par EDF.

Démarches à suivre

Si l'on souhaite installer une telle éolienne, il convient d'abord d'analyser la qualité du possible site d'implantation : le terrain doit être suffisamment grand, si possible dégagé d'obstacles créant des turbulences d'air, et doit surtout être bien venté. Ensuite, plus on est loin des voisins, mieux c'est. Dernier point, le possible raccordement électrique doit se trouver à proximité.



Il convient ensuite de demander des devis auprès des constructeurs ou bureaux d'études. Selon la puissance de l'éolienne, les prix changent considérablement.

Une fois la décision prise, la mise en place d'une éolienne implique un certain nombre de formalités : si on dispose d'un espace bien venté et dégagé d'obstacles, une éolienne de 12 mètres de hauteur peut être suffisante. Normalement, aucune démarche auprès de la DDE n'est alors nécessaire. Les choses se compliquent si on souhaite installer une éolienne supérieure à 12 mètres : une demande de permis de construire sera alors demandée. Ceci implique l'élaboration d'un dossier important, surtout si le site se trouve dans un site classé, historique, etc.

Le dossier de raccordement au réseau est malheureusement assez long et compliqué. Le plus simple est de sous-traiter cette partie à un bureau d'études spécialisé, ce qui ne coûte pas forcément cher. Si le système éolien répond aux normes, son raccordement ne peut pas être refusé. EDF facturera cependant la pose du nouveau compteur entre 100 et 500 euros HT.

A part cela, il faudra se munir d'une déclaration de la DRIRE officialisant l'activité de producteur d'électricité et le droit de bénéficier du rachat de l'électricité produite par l'éolienne.

En tout cas il ne faut pas oublier de prévenir les voisins afin d'éviter d'éventuels conflits.

Quelques données économiques

Les premiers systèmes coûtent environ 6 000 euros HT et crédit d'impôt non déduit. Avec l'augmentation de la puissance, les prix vont jusqu'à 60 000 euros ou plus pour une éolienne de plus de 10m de diamètre. Pour un foyer moyen en France, une éolienne de 3m de diamètre suffit et son installation à 12m de haut coûte environ 8.000,- euros HT crédit d'impôt non déduit.

Il n'existe pas de subventions pour les petites éoliennes, mais différentes aides : un crédit d'impôt de 40% du montant hors taxes des fournitures et la TVA à 5.5% sont appliqués sous réserve que l'installation soit effectuée par un professionnel.

La production d'électricité de l'éolienne dépend principalement du diamètre du rotor et pas de la puissance nominale : en doublant le diamètre, la production est multipliée par 4 environ. Ce qui compte beaucoup, c'est le vent sur le site d'installation. Par exemple, une éolienne de 3,5m de diamètre produit 1900 kWh/an à 4 m/s en moyenne annuelle, mais 3000 kWh/an à 5 m/s. Pour avoir un moyen de comparaison la consommation moyenne d'électricité par habitant est de 2500 kWh/an et si l'on déduit l'énergie utilisée pour le chauffage elle est de 700 à 800 kWh/an.

En général, ces éoliennes ne s'installent pas que pour des fins purement économiques : il faut normalement entre 10 et 15 ans pour amortir l'investissement initial. Par contre, en produisant de l'électricité d'origine renouvelable, elles contribuent à la réduction de l'effet de serre, et ceci pendant toute la durée de vie de l'éolienne qui est de l'ordre de 20 à 30 ans.

M. Jörg FRANZBECKER
M. Romain RAGOT

Adresses utiles 

(par ordre alphabétique) :

ADEME (aides financières) : www.ademe.fr

Amicus Salus (bureau d'études) : Tél. 05 46 42 27 80

Krug SARL (bureau d'études) : Tél. 04 68 74 20 13

Travere Industries (constructeur) : Tél. 04 94 10 10 29

Vergnet (constructeur) : Tél. 02 38 52 49 69

M. Jörg FRANZBECKER
M. Romain RAGOT
Amicus Salus GmbH & Co. KG
La Closeraie
17bis, rue Saint-François
17000 La Rochelle
contact@amicus-salus.com

La clim' ne paie pas

Lorsque, devant les fonctionnaires européens en train de plancher sur la climatisation dans les pays du Sud, l'architecte Françoise Jourda fit part de sa solution alternative, ils en restèrent bouche bée. "La sieste ? Mais il faut climatiser, voyons ! Belle manière d'imposer au Sud la norme de productivité des pays tempérés : 9 heures - 18heures ", rétorqua l'architecte. Pourquoi ne pas respecter la culture de ces pays, où la vie sociale fait une pause quand la chaleur est trop forte ?
Et où l'on sait depuis longtemps ruser avec la chaleur : des murs épais, des maisons intelligemment orientées, des astuces ancestrales pour apporter de la fraîcheur (ainsi le puits provençal, conduit souterrain enterré à deux mètres de profondeur), etc.. Mais rien à faire : la clim', c'est moderne, donc indispensable.

Et du coup, phobie de la canicule aidant, la France entière s'est, on le sait, ruée sur les climatiseurs, au point que tous les vendeurs sont en rupture de stock. Ce n'est d'ailleurs qu'un début. Le mouvement va s'accélérer dans les années à venir. La France ne représente que 2 % du marché mondial de la clim', contre 29 % pour les Etats-Unis et 42 % pour le Japon.

Le hic, c'est que la clim' a au moins six inconvénients :

1. Elle consomme énormément d'énergie. Or, plus on consomme d'énergie, plus la planète se réchauffe.
2. Elle utilise des fluides frigorigènes du type fréon, qui sont de redoutables gaz à effet de serre, jusqu'à 1 300 fois plus nocifs que le gaz carbonique.
3. Elle fait souvent un boucan de tous les diables (on ne compte plus les conflits entre riverains à son sujet).
4. Elle accroît les risques de propagation de légionelle (qui prolifère dans les réseaux mal entretenus et se retrouve dans les panaches de vapeur).
5. Les brusques variations de température (lorsqu'on entre ou sort d'un bâtiment climatisé) fragilisent l'organisme humain, d'où rhumes, pharyngites, angines, etc.
6. Elle favorise ce qu'on a appelé le "sick building syndrome", qui regroupe une collection de symptômes (irritation des muqueuses et maux de tête, mais aussi manifestations respiratoires, ORL, oculaires, cutanées, sensorielles, neuropsychiques). En gros, dans un immeuble climatisé, une personne sur deux présente au moins un de ces symptômes.

Evidemment, le côté positif est que la clim' est très bonne pour le PIB : la facture d'EDF grimpe ! Du travail pour les fabricants, les installateurs, les vérificateurs, les services de maintenance, les médecins, les psy, les pharmaciens ! Comment voulez-vous que ça nous laisse le temps de faire la sieste ?

Jean-Luc Porquet

Article paru dans le Canard Enchaîné du 30 juin 2004

A lire absolument !

Rafraîchir sans clim', c'est possible, comme nous le prouvent des réalisations concrètes, inspirées de techniques traditionnelles et faisant appel aux technologies les plus modernes. Depuis ces trucs et astuces simples jusqu'à la conception du logement - pour ceux qui envisagent de constuire - en passant par des équipements faciles à installer et à utiliser, ce livre fourmille d'informations pratiques. Que nous soyons locataires ou propriétaires, citadins ou ruraux, en appartement ou en maison individuelle, chacun de nous y trouvera matière à éviter la clim ou au moins à en limiter l'usage. Même les automobilistes y trouveront leur compte. Un livre pratique pour mieux vivre sans polluer et sans se ruiner.



**"Fraîcheur sans clim' " (Terre vivante), Thierry Salomon et Claude Aubert.
Un livre de 160 pages à commander au Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04
Prix : 22,50 € (port compris).
Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".**

L'alibi politique des utopies technologiques

Pétrole à 50 dollars le baril, réchauffement climatique, alerte au terrorisme nucléaire, sans compter la pollution des villes, tous les clignotants énergétiques sont au rouge. Alors, comme dans toutes les périodes de crise, apparaissent de nouveaux prophètes qui, nous disent-ils, vont nous sauver du désastre annoncé, pour peu qu'on les écoute.

En ce début de siècle de technologie triomphante c'est évidemment dans la science et la technologie qu'ils trouvent leur inspiration. Pour l'énergie, de la fusion thermonucléaire contrôlée à l'enfouissement dans le sous sol terrestre du gaz carbonique émis par nos centrales à charbon, de la «civilisation de l'hydrogène» aux satellites solaires, ces nouveaux gourous et leurs adeptes nous proposent une large panoplie de solutions définitives au problème mondial de l'énergie.

Des gourous pour des solutions toutes faites.



Les zélateurs de ces solutions, plus ou moins vraisemblables sur le plan de la physique, leur attribuent quelques caractéristiques évidemment alléchantes :

- Leur capacité potentielle à résoudre définitivement ou presque et pour des siècles, voire pour l'éternité, les problèmes énergétiques croissants auxquels l'humanité va se trouver confrontée,
- Leur totale innocuité environnementale, la très faible probabilité d'occurrence et la bénignité des accidents qui pourraient éventuellement survenir,
- Leur très faible coût, dès les étapes indispensables de la démonstration de faisabilité et du développement industriel franchies.

Reste, bien entendu, à trouver les ressources financières pour franchir ces étapes, mais vu l'ampleur de l'enjeu d'un succès, ce n'est qu'une goutte d'eau puisque dans 30 à 100 ans selon les technologies proposées, l'humanité sera définitivement à l'abri de tout souci énergétique.

Comment ne pas être convaincu devant ces images enthousiasmantes ?

Comme tout le monde ou presque admet sans discussion l'ampleur des enjeux en cause, le débat se focalise sur les chances du succès, son échéance, sur les coûts de mise au point, voire même sur le pays qui aura l'avantage et l'honneur de voir les premiers prototypes s'implanter sur son sol. C'est le cas aujourd'hui pour ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), le projet de fusion thermonucléaire : François d'Aubert, devant le refus des Etats-Unis et du Japon de participer à l'aventure, vient de proposer que la France double sa mise initiale de 457 millions d'euros à 914 millions d'euros dans le financement de la construction d'ITER (c'est plus de trente années de financement de la recherche en France sur les renouvelables au rythme actuel), à condition que l'Europe décide sans plus tarder d'implanter le réacteur à Cadarache.

Par contre, personne ne semble s'être un instant posé en France la question de savoir pourquoi le Japon et les Etats-Unis, pourtant impliqués dès l'origine dans ce projet, le quittaient sur la pointe des pieds .

Et c'est bien là qu'est le problème ! C'est bien de supputer les chances, mais c'est encore plus important d'analyser les conséquences du succès de ces technologies, car après tout, si on assure le financement nécessaire à nos chercheurs, il n'y a pas de raison qu'ils ne parviennent pas à leurs fins.

ITER et fusion nucléaire

Revenons sur l'exemple de la fusion et le réacteur ITER. Pour réaliser la réaction prévue, il faut faire fusionner deux atomes, l'un de deutérium que l'on trouve en très petite quantité dans l'eau de mer, l'autre de tritium, introuvable sur terre et qu'on se propose de produire à partir de lithium. On obtient par fusion de l'hélium et des neutrons de très grande énergie qu'il faut ensuite capter, transformer en chaleur pour produire de la vapeur ou un gaz à haute température, détendre le tout dans une turbine, pour enfin produire de l'électricité. Mais à quel coût énergétique ? Les publications des tenants de ce projet sont muettes sur ces questions cruciales.

On omet aussi de dire qu'un tel réacteur produit des neutrons, dix fois plus puissants que ceux des réacteurs de fission, neutrons qui vont fragiliser et user très rapidement les parois du réacteur qu'il faudra remplacer régulièrement. Et l'impact de neutrons sur le métal le transforme à son tour en produit radioactif… A chaque opération de rem-

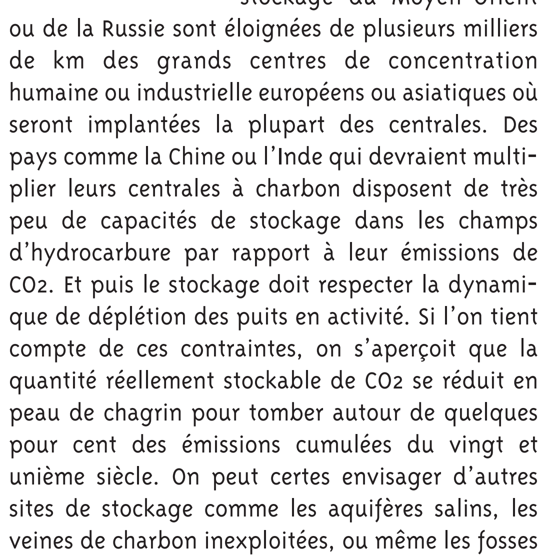
placement des parois (un cinquième environ tous les ans) on déchargera une masse de matériaux usés dont la radioactivité sera de l'ordre de grandeur de celle d'un coeur de nos centrales actuelles à fission. On évite enfin soigneusement de mettre en débat le moyen de se prémunir contre les risques de prolifération qu'engendre le tritium, composant très apprécié à petites doses (quelques grammes) des bombes atomiques «modernes»...

En cas de «succès», on le voit, la solution proposée risque bien de soulever de nouvelles questions encore plus redoutables que la question initiale posée, celle de l'approvisionnement mondial en énergie. Et puis surtout personne n'imagine une pénétration massive de la fusion avant la fin du siècle, alors que l'action que nous devons engager pour lutter contre le changement climatique est urgente si l'on veut éviter la catastrophe.

L'hydrogène et la pile à combustible : bonne ou mauvaise solution ?

C'est vrai que la recherche a permis des progrès importants depuis une dizaine d'années : les piles à combustible transforment l'hydrogène en électricité avec des rendements bien meilleurs que nos vieux moteurs à essence (60 % contre 35 à 40 % pour les moteurs à essence). Mais on oublie la plupart du temps de dire que l'hydrogène n'existe pas à l'état libre dans la nature et qu'il faut donc l'extraire, soit des hydrocarbures, soit de l'eau, que cela va coûter de l'énergie, beaucoup d'énergie, et donc entraîner de nouveaux problèmes. Si l'on part du méthane par exemple, on obtiendra de l'hydrogène avec un rendement de l'ordre de 60 % :on consommera donc une ressource fossile qu'on voudrait économiser, et d'autre part la réaction dégage du gaz carbonique qu'on voudrait bien justement éviter . Il faut dépenser environ 5 kWh de chaleur pour obtenir 1 m^3 d'hydrogène, à son tour susceptible de fournir 3 kWh de chaleur par combustion ou 1,8 kWh d'électricité dans une pile à combustible. Si l'on part de l'eau, le plus simple est de la décomposer avec de l'électricité par électrolyse pour séparer l'oxygène de l'hydrogène. Mais il faut aujourd'hui environ 5 kWh d'électricité pour obtenir 1 m^3 d'hydrogène. Et la production de l'électricité nécessaire entraîne à son tour des pertes. Si l'électricité est d'origine fossile, la dépense totale d'énergie par m^3 atteint de 7,7 à 9 kWh avec une émission associée de 2,4 à 2,8 kg de CO_2. Si elle est d'origine nucléaire, pas d'émissions mais les risques spécifiques du nucléaire. Si elle est d'origine renouvelable, elle échappe aux deux critiques précédentes mais reste le problème du rendement global, de l'intermittence et de la dispersion de certaines de ces sources (solaire, éolien) dont les procédés industriels de fabrication d'hydrogène s'accommodent mal.





Bref, le bilan global de l'opération est loin d'être aussi brillant qu'on veut bien nous le dire. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a aucun espace pour cette innovation : des créneaux d'utilisation s'ouvriront sûrement à la fois pour les transports et la production décentralisée d'électricité, mais ils ont toutes chances de rester limités dans les 50 ans qui viennent.

Capter les gaz à effet de serre pour éviter le réchauffement climatique ?

Même genre de problème avec le captage et le stockage dans le sous sol terrestre du gaz carbonique (CO_2) produit par les centrales thermiques à charbon ou à gaz qui sont souvent présentées comme la solution miracle et à portée de la main, pour glisser nos émissions sous le tapis et éviter le réchauffement climatique sans nous restreindre en énergie. On devrait pouvoir stocker une bonne part du CO_2 produit par ces centrales, à condition d'admettre un surcroît de consommation d'énergies fossiles de 20 à 30% (et donc de gaz carbonique), nécessaires à la séparation du CO_2 des fumées, et au transport jusqu'aux puits pétroliers à sec où l'on pense les stocker.

A priori vu l'extension des besoins d'électricité mondiaux qui seront très probablement satisfaits à partir d'énergies fossiles, 20 % des émissions cumulées de CO_2 du siècle prochain (10 % des émissions totales de gaz à effet de serre) pourraient être concernées par cette technique, si elle se répandait systématiquement au niveau mondial. Mais quand on regarde les capacités de stockage dans les champs pétroliers (stockage le plus maîtrisé à l'heure actuelle) il faut modérer notre enthousiasme et cela pour deux raisons. La première est la localisation des puits. En effet, les cartes des centrales thermiques et des puits pétroliers se recouvrent très mal sauf dans certaines régions (les Etats-Unis par exemple) : les capacités de stockage du Moyen-Orient ou de la Russie sont éloignées de plusieurs milliers de km des grands centres de concentration humaine ou industrielle européens ou asiatiques où seront implantées la plupart des centrales. Des pays comme la Chine ou l'Inde qui devraient multiplier leurs centrales à charbon disposent de très peu de capacités de stockage dans les champs d'hydrocarbure par rapport à leur émissions de CO_2. Et puis le stockage doit respecter la dynamique de déplétion des puits en activité. Si l'on tient compte de ces contraintes, on s'aperçoit que la quantité réellement stockable de CO_2 se réduit en peau de chagrin pour tomber autour de quelques pour cent des émissions cumulées du vingt et unième siècle. On peut certes envisager d'autres sites de stockage comme les aquifères salins, les veines de charbon inexploitées, ou même les fosses

océaniques, mais là on est encore dans l'incertitude sur les risques environnementaux associés. Cela ne veut évidemment pas dire que le captage stockage du CO_2 n'est pas une bonne solution industrielle ponctuelle, mais simplement qu'elle a peu de chances de modifier fondamentalement le problème de la réduction indispensable des émissions de CO_2 au cours du vingt et unième siècle.



Un dernier exemple, celui du stockage de CO_2 par la biomasse. L'idée est simple et ne suppose même pas de révolution technologique : replanter des forêts partout où c'est possible. Pendant qu'elle pousse, on stocke du CO_2. Bien entendu il faut un jour, 50 ou 100 ans après, la couper, sinon elle finira par pourrir sur place. On peut en faire des charpentes ou des meubles, et continuer ainsi à stocker le carbone pour un temps, ou brûler le bois. On relargue certes le CO_2 dans l'atmosphère, mais il sera absorbé de nouveau par la repousse de la forêt, et on économise des combustibles fossiles. Mais où faire pousser en masse des forêts ? On s'aperçoit bien vite que, pour dégager les centaines de millions d'hectares nécessaires, en particulier en Afrique, en Amérique latine et en Asie, il faut impérativement que les rendements agricoles de ces régions atteignent des valeurs comparables aux valeurs européennes. Pour être significatif au plan mondial un tel scénario suppose donc une très forte intensification de l'agriculture des pays en développement. Mais cette intensification est en elle-même un enjeu gigantesque pour le développement des pays en voie de développement, avec ses conséquences positives et ses effets pervers (par exemple sur l'emploi de deux milliards de paysans). On voit vite que l'importance réelle de la solution «stockage par la biomasse» dépend de considérations qui la dépassent complètement.

Impliquer les citoyens et les consommateurs que nous sommes.

Deux constats à travers ces exemples : notre fascination pour le progrès technique, qui semble nous ôter tout sens critique, et notre goût immodéré pour le «y-a qu'à faire ceci ou cela» à condition bien sûr que ce soit de préférence chez les autres. Les médias s'emparent volontiers de ces utopies, souvent avec la complicité des grands organismes de recherche trop contents de «faire rêver» le grand public. Quant aux politiques, ils s'en délectent. L'utopie des «lendemains qui chantent» leur a servi longtemps de tremplin électoral. Aujourd'hui, dans une société occidentale qui, malgré les progrès considérables de sécurité dont elle bénéficie, par exemple en termes d'espérance de vie, se laisse entraîner dans l'anxiété généralisée, c'est plutôt de nos cauchemars que ces mêmes politiques nous proposent de nous protéger.

Alors, face à des risques majeurs qui risquent de remettre en cause nos modes de vie, quoi de plus efficace pour l'homme politique que de promettre la sortie de crise par la science et la technique, au besoin dans 50 ou 80 ans ? Il peut bien se permettre de dresser un tableau sans détours des catastrophes qui nous guettent, de donner ainsi corps à nos pires cauchemars. Il est en effet immédiatement capable d'y apporter une réponse ; conceptuellement simple, à fort contenu scientifique, gage de sérieux. Et cette réponse permet, en reportant sur la science et sur les autres la solution du problème, d'éviter de remettre en cause les modes de vie actuels de ses électeurs...

Et c'est bien là que se pose la vraie question. Car, même en cas de succès, les réponses apportées par ces nouvelles technologies resteront partielles et trop tardives.

Pour conjurer nos cauchemars, plutôt que de nouvelles incantations et de nouveaux prophètes, c'est de choix de société dont nous avons besoin : s'attaquer dès maintenant à nos modes de vie et de consommation, engager des programmes sérieux de maîtrise de l'énergie, bref impliquer les citoyens et les consommateurs que nous sommes dans la réflexion et l'action collective.

Mais c'est manifestement plus difficile. On le voit bien aujourd'hui avec l'envolée des cours du pétrole à laquelle le gouvernement réagit par une absence totale de politique d'économie d'énergie dans les transports, des réductions de taxe pour les professions électoralement sensibles et l'annonce du doublement de la participation française dans ITER. Comme s'il était plus réaliste et plus efficace de renforcer la recherche sur la fusion pour diminuer peut-être dans 80 ans la pression sur les carburants que d'inciter, sérieusement et maintenant, les constructeurs à construire les voitures bien plus économes qu'ils savent faire et les automobilistes à utiliser un peu plus leurs pieds ou les transports en commun.

Benjamin Dessus ■

Dernière minute **!**

Mardi 28 juin : Le site de Cadarache (Bouches-du-Rhône) a été choisi pour l'implantation du Réacteur ITER (réacteur expérimental de fusion thermonucléaire). Nous aborderons ce sujet dans notre prochain numéro.

Benjamin Dessus
Président de l'association de scientifiques "Global Chance"
41, rue Rouget de Lisle
92150 Suresnes
global-chance@wanadoo.fr

Article paru dans Le Monde Diplomatique de janvier 2005

Global Network / Réseau Mondial «Abolition 2000»
APPEL MONDIAL POUR LIBERER LA PLANETE DE TOUTES LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Nous, citoyennes et citoyens du monde, souhaitons que la planète soit débarrassée de toutes les armes de destruction massive, nucléaires, biologiques, chimiques ou émergentes.
Nous n'admettons pas que les relations internationales soient dominées par la menace de massacres en masse, ni que nos générations ou les générations futures aient à périr ou à survivre dans un monde devenu radioactif et invivable.
Nous n'admettons pas que la course aux armements se poursuive, au seul profit de multinationales sans scrupules, de dirigeants avides de pouvoir, et au détriment du reste de l'humanité.
C'est pourquoi nous demandons instamment que la France, les Etats-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la Chine honorent «l'engagement sans équivoque» qu'ils ont pris à New York le 19 mai 2000 «de réaliser l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires afin d'aboutir au désarmement nucléaire auquel tous les Etats parties au Traité de Non-Prolifération sont tenus d'après l'article VI».
Cet «engagement sans équivoque» n'ayant été suivi d'aucun effet à ce jour, nous pressons les gouvernements de chacun de ces Etats nucléaires, de même que ceux des autres puissances nucléaires, d'entreprendre sans délai négociations et pourparlers internationaux en vue d'atteindre ce but universel de façon effective, progressive, et strictement contrôlée.
Nous demandons à nos gouvernement respectifs de soutenir activement ce processus.
Nous invitons la presse et les médias à accorder à la question soulevée une place proportionnelle à la gravité de l'enjeu.
La planète doit être libérée de toutes les armes de destruction massive. Nous appelons les élus, les dirigeants et tous les citoyens du monde à s'unir autour de cet objectif pour en imposer la réalisation.

JE SIGNE ET SOUTIENS CET APPEL MONDIAL

Nom **Prénom**	**Adresse Postale** **email**	**Profession**	**Signature**
Nom **Prénom**	**Adresse Postale** **email**	**Profession**	**Signature**

APPEL A REFERENDUM POUR UN DESARMEMENT NUCLEAIRE, BIOLOGIQUE ET CHIMIQUE INTEGRAL, UNIVERSEL ET CONTROLE

Les stocks d'armes nucléaires (atomiques et thermonucléaires), dont la charge explosive, malgré leur réduction pendant la dernière décennie, équivaut à 350 000 bombes d'Hiroshima, soit près d'une tonne de dynamite par être humain, enfants compris, font courir à l'humanité de graves dangers de destruction et, dès à présent, comme divers accidents l'ont montré, d'irradiations. Deux nouveaux Etats nucléaires sont apparus ; d'autres pourraient le faire. Au sein du Traité de Non-Prolifération, les Etats-Unis, la Russie, le Royaume Uni, la Chine et la France ont pris publiquement le 19 mai 2000 «l' engagement sans équivoque de réaliser l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires». Mais cet engagement est resté à ce jour sans effet. Pire, la reprise de la course aux armes de destruction massive, voire celle des essais nucléaires, se profilent à l'horizon.

En cas de crise régionale ou internationale, rien ne permet d'assurer que les dirigeants civils ou militaires d'un pays détenant l'arme nucléaire s'abstiendraient d'employer celle-ci par anticipation, par représailles, ou en désespoir de cause. De tels échanges pourraient provoquer des millions de morts directes et indirectes, et constituer une catastrophe mondiale en rendant la planète invivable.

Tant qu'il existera dans le monde des armes nucléaires, et quel qu'en soit le nombre, ces risques subsisteront. Si les Etats nucléaires ne désarment pas, d'autres seront tentés de dénoncer les traités existants et de s'équiper à leur tour d'armes de destruction massive, soit nucléaires, soit chimiques ou biologiques. De plus, en l'absence du contrôle systématique, strict et efficace, qu'un tel désarmement implique, les armes ou matériaux atomiques pourraient tomber aux mains d'un terrorisme extra-étatique contre lequel aucune dissuasion nucléaire ne saurait jouer.

Par ailleurs, les forces matérielles et humaines consacrées à la recherche et au développement d'armes de destruction massive –théoriquement destinées à ne jamais servir- font cruellement défaut pour lutter contre les autres fléaux qui frappent l'humanité, dégradent son environnement, font le malheur des individus, entravent la prospérité des peuples, et sont eux-mêmes facteurs de guerre. Seul un processus de désarmement universel, portant en priorité sur les armes de destruction massive (nucléaires, biologiques et chimiques), négocié et dûment contrôlé à chaque étape, peut écarter de tels dangers et les éliminer à terme. Tous les pays, qu'ils détiennent ou non actuellement l'arme nucléaire, y trouveraient intérêt et doivent y être associés. Le désarmement nucléaire, indispensable en soi, en est la clé.

La France, en tant que puissance nucléaire partie prenante du Traité de Non-Prolifération, est à même d'initier et soutenir un tel processus. Elle prolongerait ainsi le rôle qu'elle a joué dans la signature du Traité de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, en conforterait l'application, et rendrait au monde entier un immense service, conforme à l'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité qu'elle proclame depuis 1789. C'est pourquoi les soussignés, à défaut de référendum d'initiative populaire, adressent aux autorités françaises le présent appel.

Le(la) soussigné(e) appelle le président de la République, les membres du Parlement et le gouvernement français, à examiner pour la soumettre à référendum la question suivante : Voulez-vous que la France propose à toutes les nations de renoncer à sa force de frappe nucléaire et d'en démanteler les composants, dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé, et d'un véritable système de sécurité internationale ?



Nom **Prénom**	**Adresse Postale** **email**	**Profession**	**Signature**
Nom **Prénom**	**Adresse Postale** **email**	**Profession**	**Signature**

De nombreuses personnalités et associations ont signé cet appel, pourquoi pas vous ?

Prière de retourner à : ACDN, 31 Rue du Cormier – 17100 - SAINTES (FRANCE)
acdn.france@wanadoo.fr - Fax: 05 46 74 08 60

ACDN



Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire
acdn.france@wanadoo.fr
http://acdn.france.free.fr

S'informer pour agir

- **«En finir avec la terreur nucléaire»**
- **«Hiroshima-Nagasaki : les leçons de l'histoire»**

deux livres de paume co-édités par ACDN et Les Produits du jardin

COMMANDES
Kit individuel comprenant :
- **Un exemplaire de chaque titre**
- **Un dossier complet de campagne «Désarmement nucléaire»**
- **Un n° spécial de «Assez des haines !»**

8 € port compris, à l'ordre de: «ACDN», 31 Rue du Cormier 17100 - SAINTES

Pour diffusion en nombre par 12 exemplaires (titres et proportions au choix)
10 € les 12, port compris (prix de vente à l'unité: 1€) à l'ordre de «Les produits du jardin» 285 avenue de Verdun 46400 – SAINT CERE

Quelques messages d'encouragement et autres critiques.

Un mot pour vous dire combien j'apprécie votre travail et votre efficacité. On ne prend jamais le temps de féliciter les gens mais pour la critique alors on est bon ...

Liliane

Sur la forme, je trouve la nouvelle présentation de la revue très bien. Il me semble qu'elle apporte un plus de crédibilité vis-à-vis du lobby nucléaire. En effet, il faut oser sortir un journal ainsi fait, sur un sujet aussi ardu.
Par cette forme, nous nous installons durablement dans le paysage anti-nucléaire. (...) Ce journal est digne de paraître dans un kiosque à côté d'autres revues scientifiques ou écologiques.

Lucien B

La nouvelle maquette est bien plus attractive qu'avant. Les articles sont aussi très intéressants. Bon courage pour la suite de la lutte.

Yann

La dernière revue était très intéressante et toujours très documentée. Continuons d'éveiller les consciences pour qu'elles se traduisent en acte.

V.R.

Personnellement je n'aime pas la nouvelle maquette, mais je vais faire un peu tourner et voir si j'arrive à m'y habituer...

Nicolas

La comparaison avec les premiers bulletins permet de mesurer le chemin parcouru...
Même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir (je parle de la lutte, pas du journal !)

Pierre

J'admire votre travail, rigoureux et déterminé.
Pour moi, la forme est secondaire.
De coeur avec vous,

Paul

Suggestion : sortir des textes plus courts -tous les antinucleaires ne sont pas de brillants intellectuels. De plus, malgré les RTT, et le confort de la vie moderne, les gens n'ont pas le temps -des textes plus courts et plus primaires -sans l'accent péjoratif que certains donnent a cet adjectif sinon,vous n'aurez que les écolos type soixante-huitards en retraite et nostalgiques.

Philippe J.

Bravo. J'ai été agréablement surpris par la nouvelle mouture. Je la trouve aérée, agréable et reposante à lire, ce qui selon moi est important même si je n'oublie pas qu'il s'agit avant tout d'un outil d'infos militantes. On attendrait presque le prochain numéro avec impatiente. Merci,

Jocelyn D.

Bien pour les pages intérieures mais carrément pas bien du tout pour les publicités.
Carrément choquant.

Jean-Yvon

Bravo pour la nouvelle revue, super claire, super pro, elle parait quand en kiosque ?

Corinne

Beau travail et facile à lire, félicitations pour la mise en page. Une revue associative de qualité est plus facile à faire circuler et peut surtout intéresser un public qui n'est pas forcément acquis à la cause antinucléaire.Mais ne soyez pas trop radical et militant !

Rémy

Avis tres favorable, la richesse du contenu et la masse d'info est d'excellent niveau,pour moi c'est comme ça qu'il faut continuer: mille bravos.

Luc S.

Je n'aime pas trop la couverture(la matière) qui rappelle trop celle d'un magasine "normal"...

Nathalie P

Bonjour, Felicitations ! le fond, la forme, tout est très pro bravo et merci.

Thierry B.

Sur le fond : j'ai pas tout lu, mais votre ligne éditoriale est bonne : infos, alternatives, peut-être manque-t-il des choses un peu plus légères...

Bernard I

Nous avons effectivement reçu la dernière revue "sortir du nucléaire" et nous avons été très agréablement surpris par la nouvelle forme de la revue. Bravo à l'équipe rédactionnelle et merci au Réseau.

Anne et Erik

On sent que nous avons un véritable magasine; bonne impression la ıere lecture rapide. J'ajouterai que plusieurs articles de ce nouveau magazine m'ont inspiré pour
étayer certaines de mes réactions pro énergies renouvelables.

Christophe

Très bien pour la nouvelle maquette, très claire , facile à lire.

C.M-R. Valence

Votre revue me plait toujours autant continuez, on vous soutient.

Damien



On peut rire de tout mais pas se foutre de tout

La mort dramatique de Sébastien Briat du 7 novembre 2004 avait inspiré à Cabu un dessin paru dans Charlie Hebdo représentant le jeune antinucléaire, caricaturé en soixante-huitard, ficelé sur les rails, alors que le conducteur de la locomotive lui crie : "Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !". Le dessin de Cabu a causé un réel émoi chez une bonne part des antinucléaires. S'il est vrai que "l'on peut rire de tout, mais pas se foutre de tout" (Coluche). S'il est vrai que "l'on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui" (Desproges). Il est également vrai que ce dessin peut être interprété comme insultant à la mémoire d'un jeune qui a donné sa vie pour ses idées... Il n'en reste pas moins que pour nous, qui nous battons chaque jour pour un droit complet à l'information sur les questions du nucléaire, la liberté de la presse ne doit pas, ne peut pas connaître de limites. A part celles, peut-être, qu'elle s'imposera elle-même dès lors qu'il s'agit de la vie ou de mémoire de quelqu'un de bien.

Allemagne

Le courant vert envahit la Forêt-Noire

Un distributeur allemand fournit une électricité 100% issue d'énergie renouvelable.

L'utopie en marche ? A Schönau, un village allemand de 2 500 habitants au sud de la Forêt-Noire, situé à 50 km de la France, les toitures de l'église protestante et de la maison paroissiale sont entièrement recouvertes de panneaux solaires photovoltaïques. En Allemagne, ce bourg de moyenne montagne fait figure de modèle en termes d'énergies renouvelables. Mais les écologistes locaux, surnommés «rebelles de l'électricité», sont allés beaucoup plus loin. En 1997, ils ont acheté le réseau de distribution électrique communal. La gestion en est depuis confiée à Elektrizitätswerke Schönau (EWS), une entreprise qu'ils ont créée et qui s'engage à distribuer 100 % d'énergie issue de sources renouvelables. Même si, explique-t-on chez EWS, l'idée est de «mélanger l'électricité verte au pot commun», comparé à «un lac souillé assaini au fur et à mesure qu'y coulent des flots purs».

L'exemple d'EWS entend montrer qu'une autre solution au nucléaire est possible pour le consommateur.

A Schönau, l'électricité vient des rivières de Norvège et d'Autriche, de la cogénération, du gigantesque parc éolien allemand, le plus grand au monde et, plus symboliquement, du soleil. ■

En savoir plus ...

EWS - Elektrizitätswerke Schönau GmbH
Friedrichstraße 53 - 55
79677 Schönau
Telefon: 07673-88850
Fax: 07673-888519
Mail : info@ews-schoenau.de
Site internet en allemand : www.ews-schoenau.de

"Notre action est avant tout un acte politique"

Interview d'Ursula Sladek dirige le distributeur local EWS de Schönau, qui a désormais l'ambition de fournir de l'énergie «verte» dans toute l'Allemagne.

De quand date l'idée de créer une entreprise de distribution d'électricité verte ?

Tout a commencé en 1986 avec l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. A ce moment-là, il n'était pas question de racheter le réseau de distribution d'électricité. On voulait juste se débarrasser du nucléaire le plus vite possible. Avec plusieurs habitants de Schönau, nous avons créé une association qui s'appelait Parents pour un avenir sans atome et nous avons lancé une campagne en faveur des économies d'énergie. A l'époque, les gens du distributeur local d'électricité nous ont dit qu'ils voulaient vendre de l'énergie, pas l'économiser. Aujourd'hui, plus aucun fournisseur ne dirait des choses pareilles.

Vous avez donc décidé de vous débarrasser de ce fournisseur...

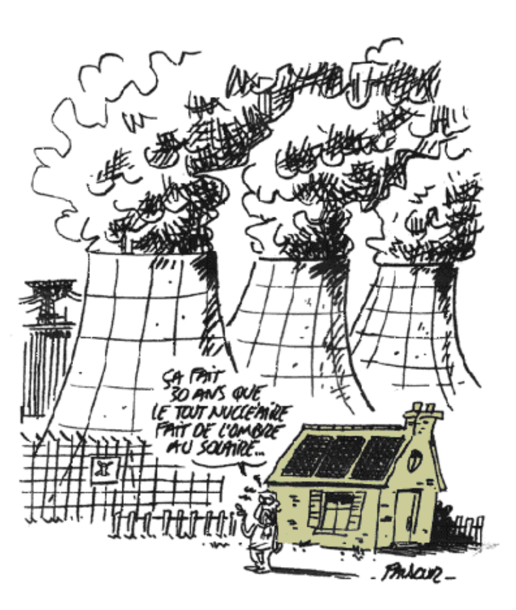
Deux votes ont été organisés dans la commune. Les habitants et le conseil municipal ont décidé de confier la distribution de l'électricité à EWS, créée en 1994. En juillet 1997, nous avons déboursé les 5,8 millions de marks que réclamait KWR pour nous céder les vingt kilomètres de câbles du réseau local.

D'où vient votre électricité ?

Comme tous les distributeurs en Allemagne, nous sommes tenus d'acheter 9 % de notre électricité au pool fédéral dans lequel est versé l'ensemble de l'énergie électrique issue de sources renouvelables. Nous nous fournissons également auprès de trois gros cogénérateurs implantés dans le Bade-Wurtemberg, dont la production représente 21 % de l'électricité fournie à nos clients. Pour le reste, nous achetons de l'électricité hydraulique, notamment en Norvège et en Autriche.

La facture de vos clients est-elle plus élevée ?

Nous vendons le kWh à 18,6 centimes d'euro, soit 0,6 centime plus cher que EnBW, le distributeur local qui utilise le nucléaire. Mais, chez nous, l'abonnement coûte seulement 66 euros, contre 92 euros pour les clients d'EnBW. Pour une famille qui consomme moins de 4300 kWh, nous sommes plus compétitifs qu'EnBW. Je crois qu'en Allemagne la majorité des citoyens souhaitent avoir une énergie propre. Mais beaucoup pensent que l'électricité verte coûte plus cher. Les gens ont peur de faire le pas et sont aussi très paresseux : il suffit chez nous de deux minutes pour changer de fournisseur. (1)



EWS est-elle rentable ?

Depuis la libéralisation du marché, en 1998, nous pouvons vendre dans tout le pays. Nous avons aujourd'hui 27 000 clients, certains à Berlin ou Hambourg. Tout s'est fait par bouche à oreille. Nous ne sommes pas un distributeur d'électricité ordinaire parce que nos clients partagent notre idéal et en parlent à leurs amis. Nous faisons des bénéfices depuis 2000. En 2003, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros et un résultat positif de 100 000 euros. Mais notre visée principale est de bouleverser le paysage de la distribution d'électricité en Allemagne. C'est un acte politique. Notre objectif à dix ans est d'avoir un million de clients. Ça peut paraître beaucoup, mais si nous n'étions pas aussi optimistes, nous n'aurions rien fait de tout ça.

A Schönau-im-Schwarzwald
envoyé spécial : Thomas Calinon ■

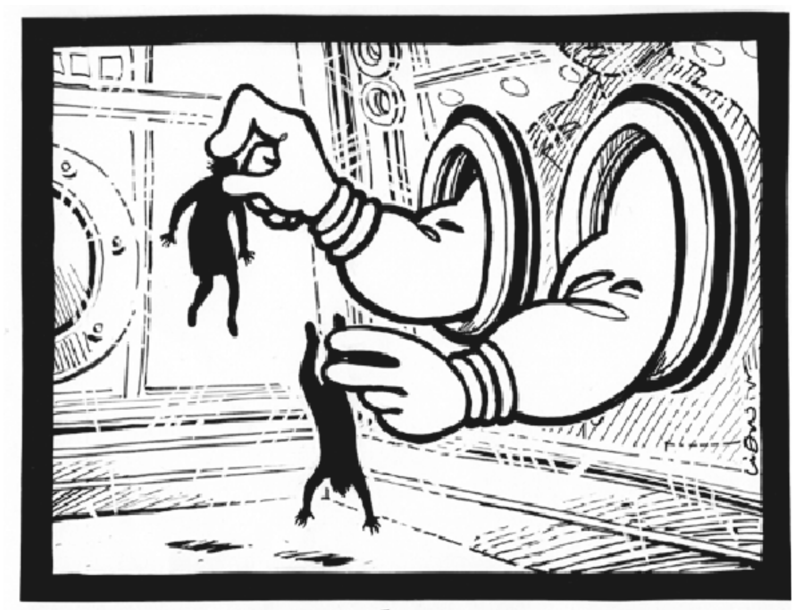
(1) En France, les particuliers ne pourront pas choisir leur fournisseur avant au moins 2007.

Article paru dans Liberation du 2 mai 2005

Tchernobyl en France

"Un mensonge d'Etat organisé"

Jean-Charles Chatard réside en Corse où il tient une entreprise de presse. Il a produit plusieurs reportages sur la catastrophe de Tchernobyl, allant filmer jusque dans la zone interdite en Ukraine.



Question : Le dernier reportage sur France 2 titrait "Mensonge ou négligence d'État ?", avec tout ce que l'on sait désormais, comment peut-on encore envisager de la négligence ? Ne s'agit-il pas véritablement d'un mensonge organisé ?

Jean-Charles Chatard : En fait, il faut savoir que le reportage prêt à diffuser a été livré très tardivement à mes deux consoeurs d'Envoyé Spécial, c'est-à-dire le jour même de la diffusion, à 10 heures. Au départ, le titre du film était Tchernobyl : un mensonge d'état, mais après de longues et âpres discussions, il nous est apparu nécessaire de rectifier honnêtement le tir en y ajoutant le terme négligence. Dans cette nébuleuse, nous avons eu la sincère conviction que certains ont menti à l'insu de leur plein gré et d'autres non.

Malgré la mise en place d'un mensonge organisé, et ceci chapeauté par certains membres influants du premier gouvernement de cohabitation, sachez qu'il y a eu aussi une succession d'incroyables négligences, de disfonctionnements et d'incompétences tout au long de la chaîne de responsabilité, c'est-à-dire de la tête du pouvoir jusqu'au fonctionnaire lambda en Préfecture....

La principale négligence est d'avoir fait aveuglement confiance à deux ou trois fonctionnaires de renom qui ont maquillé en toute connaissance de cause des données scientifiques cachant ainsi la vérité sur les retombées nucléaires du nuage de Tchernobyl en France.

Oui, à titre personnel et avec ma longue connaissance du dossier (depuis 1998) , je suis aujourd'hui en mesure d'affirmer que des politiques et des grands pontes de prestigieuses administrations ont organisé un mensonge d'état. Pour deux raisons simples, d'une part, il s'agissait de préserver les libres circulations et exportations des produits agricoles français au sein de la CEE et d'autre part, de maintenir le leadership de l'industrie française du nucléaire dans le monde. C'est donc par réflexe économique que certains irresponsables et délinquants en col blanc ont sacrifié la santé de nos concitoyens français. Vous aurez fait le rapprochement par vous-même, entre ceux qui semblent être les grands absents de mon reportage, et ceux qui par contre, n'ont pas pris la poudre d'escampette à l'approche de la caméra....

Vous établissez clairement en tout cas les fausses cartes météo. Qui pouvait agir sur ces services ?

Avec ma consoeur Laurence Jourdan, il nous a semblé crédible que Monsieur Pierre Pellerin, fondateur du SCPRI, c'est-à-dire la principale autorité en matière de sécurité sanitaire des français, avait eu la main mise sur le contenu des cartes présentées et signées les yeux fermés par la météorologie française. Pourtant, à l'époque, ce service de l'état ne dépendait pas du Ministère de la santé.... Alors que s'est-il passé ?

Il y a eu quatre phases :

1) Dès le 29 avril, soit trois jours après l'explosion, les centrales nucléaires et la quasi-totalité des centres CEA situés dans la partie Est de la France ont détecté une forte hausse de la radioactivité ambiante, et de surcroît, d'origine artificielle. De multiples signaux d'alarme ont été directement envoyés à Monsieur Pellerin mais celui-ci, en toute connaissance de cause, n'a rien communiqué aux journalistes et donc aux citoyens français. (...)

2) Le 30 avril, vers 17h, Brigitte Simonetta, journaliste à France 2, vient prendre comme d'habitude des informations au siège de Météo France. Selon ma consoeur, deux types d'information lui ont été communiqués : les prévisions normales puis un supplément sur la position et l'évolution du panache radioactif. Selon Météo France, un anticyclone présent sur la France offrait une véritable barrière de protection et était suffisamment puissant pour

repousser les particules radioactives venant de l'est de l'Europe. De retour, à la rédaction de France 2, c'est Paul Nahon, alors directeur de la rédaction qui a proposé de mettre le fameux STOP sur la carte météo du jour. Pourtant, ce soir là, les prévisionnistes de Météo France disposaient des informations de Monsieur Strauss, qui montraient nettement que le panache avait envahi la France. (...)
Quand nous avons posé la question au directeur de Météo-France, Monsieur Labrousse ainsi qu'à son adjoint, Monsieur Lepas, ceux-ci nous ont juré dur comme fer que la carte des prévisions présentée à Brigitte Simonetta ne provenait pas de Météo France, mais alors de qui ? Sûrement du commis de l'état, Monsieur Pellerin, directeur du SCPRI qui communiquait sans arrêt que la France était totalement épargnée par les retombées de Tchernobyl. En fait, par la suite, il a été prouvé que le panache était resté une bonne dizaine de jours au dessus de nos têtes en Corse....

3) Début Mai 86, devant la gravité des faits, Jacques Chirac, informé par son chef de Cabinet, Maurice Ulrich, a pris l'initiative d'organiser secrètement une réunion interministérielle à Matignon au cours de laquelle participait l'ensemble des représentants des services de l'état dont Monsieur Labrousse. Au cours de cette réunion, le Directeur de Météo France n'a jamais eu la possibilité de montrer le méticuleux travail cartographique et les futures prévisions effectués par l'un de ses ingénieurs, Monsieur Strauss. C'est à partir de ce moment clef, selon Monsieur Labrousse, que l'affaire n'était plus dans les mains de Météo France. Il fallait donc passer par un certain canal, bien plus rassurant, en l'occurrence celui de Monsieur Pellerin, Directeur du SCPRI.

4) Par la suite, Monsieur Pellerin a réussi à faire le forcing en imposant des messages rassurants sur les répondeurs de Météo France. Je me souviens très bien qu'à cette époque, Serge Guardiola, alors jeune ingénieur de Météo France à Ajaccio, avait dénoncé cette situation sans le moindre contrôle de l'information auprès de sa hiérarchie, mais ce fut sans résultat.

Vous y dévoilez, notamment, l'information que la France n'a pas appliqué les directives européennes concernant les taux de radioactivité à surveiller, tous les services concernés étaient-ils au courant pour ces mesures ?

Absolument !!! Le chef de l'état, les ministères, les préfectures, les DRASS, les DSV, les services de la répression des fraudes, etc..., toute l'administration française était au courant de l'ampleur de la contamination dans la chaîne alimentaire, tous les services de l'état savaient que des produits frais dépassaient largement les normes de commercialisation édictées par la CEE, mais au contraire de nos voisins européens, aucune mesure d'information au public voire de précaution sanitaire n'a été prise.
Dès que les premières analyses effectuées dans les denrées alimentaires ont dépassé les normes de commercialisation, l'Elysée et Matignon ont été tenus informés en direct. Dès lors, un système de rétention d'information, c'est-à-dire, une sorte d'anticyclone ministériel avec l'accord de Matignon s'est mis en place et a vu le jour grâce au travail de sape de sept ministères : intérieur, santé, industrie, agriculture, environnement, économie et affaires étrangères.

Le professeur Pellerin semble le personnage central de cette "organisation du mensonge"... croyez-vous qu'il soit général ou simple soldat ?

Il me paraît clair qu'il a été l'un et l'autre. D'abord, un bon général quand il a fallu taire la situation catastrophique de la contamination présente sur l'ensemble du territoire; ce qui permettait ainsi d'assurer la pérennité de la production agricole et du programme nucléaire. Puis un simple soldat pour des ministres irresponsables, qui dès les premières heures de la crise s'en sont servis habilement, et qui, par la suite, se sont clairement défaussés sur lui !!!

Il est évident que de nombreux ministres ont pêché, au moins par incompétence et négligence... mais vu les informations qui filtraient malgré tout à l'époque, croyez-vous qu'ils n'aient été que incrédules ou négligents ?

(...) Pour répondre à votre question, je dirais incrédules et négligents au départ puis par la suite très conscients dans leur prise de décision.

Pourquoi la vérité a-t-elle été cachée ?

C'était essentiellement afin de ne pas affoler la population française. Pourquoi ? Très clairement : une histoire d'argent et une culture du secret héritée du nucléaire militaire. Certains ont trouvé convenable de sacrifier partiellement la santé des Français au détriment du prestige et des intérêts financiers de l'agriculture et de l'industrie française. ■

DVD **!**

Si vous souhaitez obtenir une copie sur DVD du reportage diffusé dans l'émission Envoyé spécial, "Tchernobyl et la France : mensonge ou négligence d'Etat ?" diffusée sur France 2, le jeudi 12 mai à 20 h 50., merci de faire parvenir un chèque de 35 euros, port compris, à la société (indépendante) qui a produit le document : Corse TV, 40 boulevard Paoli, 20200 BASTIA - Chèque à l'ordre de Corse TV.

Article paru dans Arriti (magazine Corse) - Mai 2005

Association Française des Malades de la Thyroïde

Contact @

Association Française des Malades de la Thyroïde (AFMT)
BP 1 - 82700 BOURRET
Permanences du lundi au vendredi de 9 h à 12 h
tel - fax : 05 63 27 50 80 et 03 84 52 25 08



Dix-neuf ans après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril 1986, la justice française poursuit son instruction sur les conséquences du passage du nuage radioactif en France. C'est la juge d'instruction parisienne Marie-Odile Bertella-Geoffroy qui enquête sur une éventuelle corrélation entre le passage de ce nuage radioactif sur la France, et une augmentation des cancers et des maladies auto-immunes de la thyroïde dans le pays.
La magistrate est saisie d'une information judiciaire pour "coups et blessures, atteintes involontaires et administration de substances nuisibles et atteintes involontaires à l'intégrité physique". L'AFMT et plus de 300 malades, rejoints par la CRII-Rad, souhaitent poursuivre la lutte contre l'énorme mensonge ainsi que l'omerta politique médicale et scientifique encore en vigueur quand on évoque cette catastrophe.

Si vous ou une personne de votre entourage, êtes touché par une maladie thyroïdienne, cancéreuse ou pas, merci de remplir le formulaire ci-dessous.
Les nouveaux plaignants pourraient se servir de leur aide juridique gratuite dans le cadre d'une assurance multirisque habitation avec protection juridique pour ne pas devoir débourser de frais de justice. Les premières plaintes ont permis de comprendre qu'on a falsifié les chiffres des statistiques : ne sont pas comptabilisés les micros cancers thyroïdiens encapsulés ou nombreux qui avaient métastasés... La démarche que nous menons est essentiellement citoyenne et morale pour le respect des générations futures, nous avons conscience de la gravité du problème que nous soulevons, c'est le choix également du monde et de l'économie dans laquelle nous voulons vivre demain.

Je soussigné

M. . . . .

Né(e) . . . . **A** . . . .

Pays. . . . .

Résidant. . . . .

. . . .

Code postal . . . . **Ville** . . . .

Profession . . . .

Je me trouvais en mai 86 . . . .

Ayant comme pathologie thyroïdienne . . . .

Soignée depuis. . . . .

Analyses sanguines TSH,T3,T4, anticorps antithyroïdiens, antithyroglobulines, basedow . . . .

Opérée ou non le . . . .

Diagnostique de l'anatomopathologie. . . . .

Désire me porter dans la plainte collective contre X pour désinformation liée au passage du nuage de Tchernobyl sur la France, et de ce fait la non protection de la population qui a ingéré des substances nuisibles. J'affirme que ma pathologie est liée aux évènements de Tchernobyl, je me joins donc à la plainte collective des membres de l'association Française des malades de la thyroïde. Je joins aux 20€ de l'adhésion annuelle la somme de 20€ pour les frais postaux que cela peut engendrer à l'association.
Je m'engage également, le cas échéant à choisir mon avocat si nécessaire, qui prendra contact avec l'association.

Fait le . . . .

Signature :

La diagonale de Tchernobyl

Projet de traversée de l'Europe en 2006 à l'occasion de la commémoration, 20 ans après, de la catastrophe de Tchernobyl.

▶ La Diagonale de Tchernobyl est un projet éthique en hommage au million de citoyens de l'ex-Union Soviétique qui se sont sacrifiés pour éteindre l'incendie de la centrale de Tchernobyl à partit du 26 avril 1986.
▶ La Diagonale de Tchernobyl est un acte artistique d'envergure réalisé par une cinquantaine d'artistes (comédiens, musiciens, plasticiens, danseurs, vidéastes...)
▶ La Diagonale de Tchernobyl est un geste d'espoir européen pour "vivre dans la vérité" (Vaclav Havel).
▶ La Diagonale de Tchernobyl est une expérience humaine trans-générationnelle et trans-culturelle.

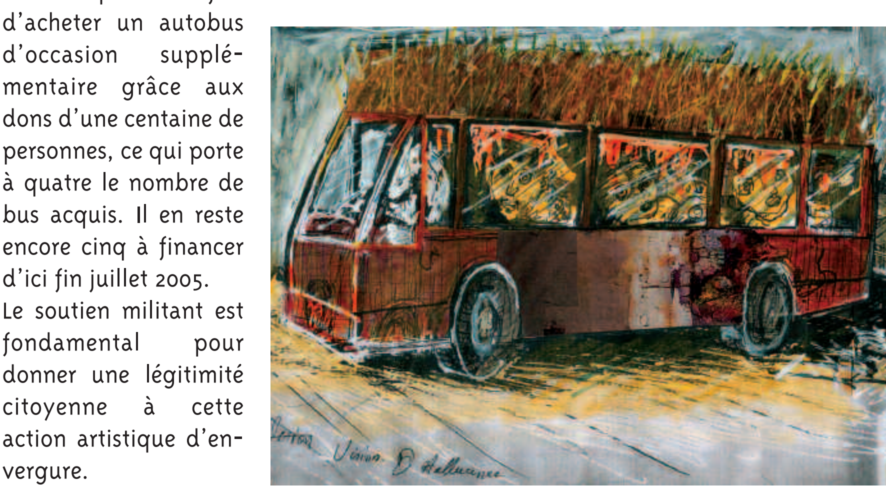
Du 26 avril à la fin août 2006, la "caravane" de la Diagonale de Tchernobyl traversera l'Europe depuis le sarcophage Tchernobyl jusqu'à Barcelone. Le convoi d'une dizaine de véhicules transportera une cinquantaine d'artistes. Il s'installera, entre 3 et 15 jours, sur une place publique qui deviendra le lieu du Forum pour Tchernobyl. Un événement exceptionnel qui se déroulera dans quinzaine de villes étapes.

Quel itinéraire ?

La "caravane" quittera la France pour Tchernobyl à partir du rassemblement européen contre l'E.P.R des 15 et 16 avril 2006 à Cherbourg. Si nous en obtenons l'autorisation, nous traverserons lentement la Biélorussie du 20 au 24 avril. Nous serons devant le sarcophage de Tchernobyl dans la nuit du 25 au 26 avril avec notamment Svetlana Alexievitch (auteur du livre "La supplication"). Puis, nous passerons 15 jours à Kiev avec la population pour réaliser avec eux à partir d'ateliers (fanfare, chorale, transformation de vêtements, déplacement de masse) une gigantesque procession à travers la ville le 9 mai. La suite de la traversée de l'Europe de l'Est, en mai et juin, dépend de décisions qui restent à prendre.
Début juillet, nous serons à Clermont-Ferrand puis au Puy-en-Velay et en août, au festival d'Aurillac. Le trajet définitif sera diffusé dans le prochain numéro de cette revue.

A vous d'organiser une soirée de soutien

Avec l'aide du Réseau "Sortir du nucléaire", la campagne de soutien à La Diagonale de Tchernobyl commence à porter ses fruits. Nous avons été en mesure d'acheter un autobus d'occasion supplémentaire grâce aux dons d'une centaine de personnes, ce qui porte à quatre le nombre de bus acquis. Il en reste encore cinq à financer d'ici fin juillet 2005.
Le soutien militant est fondamental pour donner une légitimité citoyenne à cette action artistique d'envergure.



Les soirées de soutien organisées par les associations du Réseau se mettent lentement en place. Afin de pouvoir les annoncer groupées dans le "numéro de rentrée", il est important de joindre Brut de béton production dès que possible (voir coordonnées ci-dessous). Nous ambitionnons une centaine de soirées de soutien. Nous rappelons qu'un film inédit de Bruno Boussagol d'une durée de 27 minutes peut introduire toute soirée de soutien (y compris chez soi). Vous pouvez le recevoir gratuitement. Nous conseillons de trouver des appuis locaux auprès des musiciens, scientifiques, médecins et militants.

Bruno Boussagol ■

Contact :
La diagonale de Tchernobyl
25 rue Carnot
B.P. 9 - 63160 Billom
Tél. 04 73 68 46 15
Fax. 04 73 73 34 85
diagonaledetchernobyl.soutien@club-internet.fr

Mentions légales :
Sortir du nucléaire n°27 - Juillet 2005 - Abonnement pour un an : 12 €.
Directeur de publication : Patrice Bouveret. Rédacteur en chef : Philippe Brousse.
Merci à Lidwine, Pierre, Luz, Thiriet et Faujour pour leurs dessins.
Merci à Raymond Vignal et Gérard Roy pour les corrections.
Maquette : Sabine Li.

CPPAP : 0608 G 83296 - ISSN : 1276-342 X - Tirage : 15 000 exemplaires.
Imprimé par l'imprimerie Brailly (69) sur papier 100 % recyclé (sauf couverture).

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr